

Analyse du soutien public accordé à la radiodiffusion publique et aux autres instruments culturels au Canada

Nordicité

Préparé pour

CBC|Radio-Canada

Octobre 2013



À propos de Nordicité

Le Groupe Nordicité (www.nordicity.com) est un puissant moteur d'analyse qui s'appuie sur une connaissance experte de multiples domaines – stratégie et commerce, évaluation et économie, politiques et réglementation dans le domaine des arts, et industries de la culture et de la création. Son rayonnement international lui a valu une renommée mondiale pour sa capacité à transposer les percées et les meilleures pratiques d'un marché à l'autre, et ce, dans le secteur privé, le secteur public et le secteur bénévole et communautaire.

Table des matières

1.	Introduction	1
2.	Comparaison des radiodiffuseurs publics à l'échelle internationale	2
2.1	Financement public accordé aux radiodiffuseurs publics	2
2.2	Revenus commerciaux	3
2.3	Revenus publicitaires	6
2.4	Financement public par type de régime de financement	9
3.	Avantages potentiels de la radiodiffusion publique	10
4.	Soutien financier de la culture accordé par le gouvernement fédéral	11
	Références et provenance des données	13
	Annexe A – Données statistiques sur les radiodiffuseurs publics	15
	Annexe B – Analyse des avantages potentiels	19
	Annexe C – Estimation de l'incidence annuelle de la substitution de signaux simultanés	25
	Annexe D – Estimation de l'incidence des dispositions du paragraphe 19.1	29
	Annexe E – Évolution statistique des dépenses du gouvernement fédéral	33

1. Introduction

Le présent rapport constitue une mise à jour de l'étude intitulée *Analyse du soutien public accordé à la radiodiffusion publique et aux autres instruments culturels au Canada*, que le Groupe Nordicité a préparée pour la première fois pour CBC|Radio-Canada en juin 2006, puis mise à jour en janvier 2009 et en février 2011¹. Cette mise à jour comprend aussi des statistiques et analyses complémentaires sur les revenus commerciaux et publicitaires des radiodiffuseurs publics, sur leurs frais d'exploitation ainsi que sur leurs revenus et dépenses associés aux nouvelles plateformes.

Le présent rapport compare le financement public accordé à l'échelle internationale en 2011, sans tenir compte des changements annoncés pour les années suivantes.

¹ En raison des variations dans la provenance des données, la méthodologie utilisée et les taux de change en vigueur, les statistiques sur le financement public de certains pays ne sont pas comparables avec celles des précédentes éditions de ce rapport.

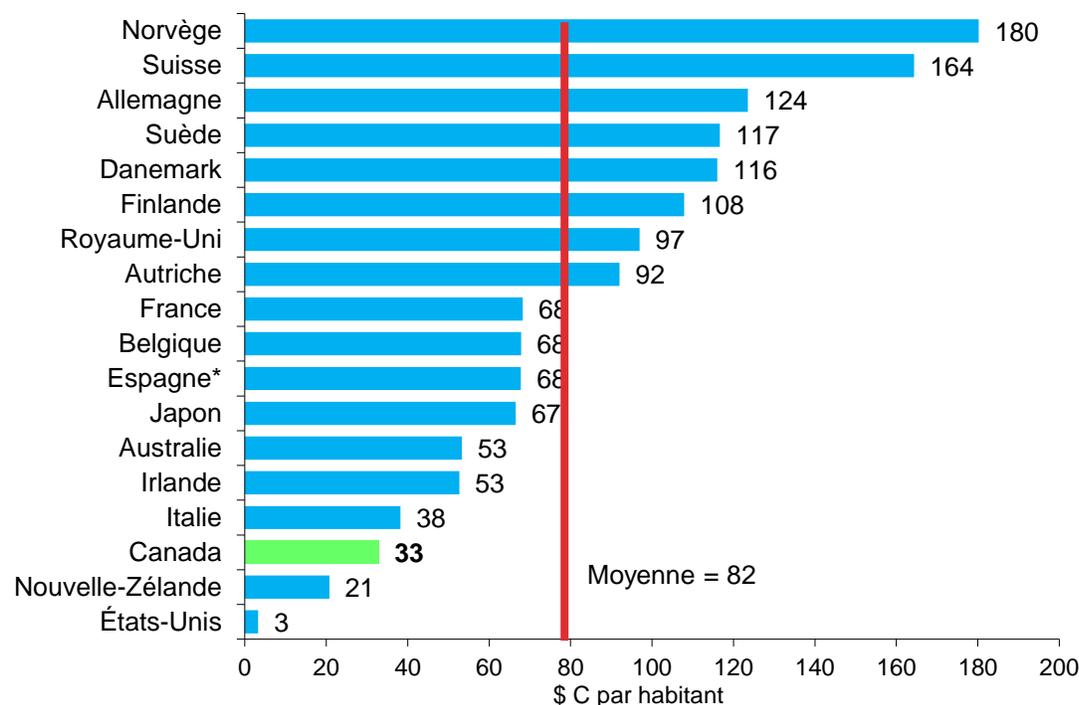
2. Comparaison des radiodiffuseurs publics à l'échelle internationale

2.1 Financement public accordé aux radiodiffuseurs publics

En 2011, parmi 18 grands pays occidentaux, le Canada venait au 15^e rang pour le financement de la radiodiffusion publique par habitant. Le Canada devançait seulement la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. À 33 \$ par habitant² (tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire), le financement de la radiodiffusion publique au Canada était de 60 % inférieur à la moyenne des 18 pays occidentaux à l'étude, qui s'élevait à 82 \$. CBC|Radio-Canada est souvent comparée à la BBC, au Royaume-Uni, mais il importe de savoir que le financement public par habitant de CBC|Radio-Canada atteint seulement un tiers de celui des radiodiffuseurs publics du Royaume-Uni – la BBC et S4C. Le niveau du financement canadien était en fait inférieur au cinquième de celui de la Norvège, le pays en tête du classement, dont le radiodiffuseur public, NRK, recevait l'équivalent de 180 \$ par habitant en 2011.

Le financement de CBC/Radio-Canada va continuer de diminuer par suite de l'application du Plan d'action pour la réduction du déficit (PARF) du gouvernement fédéral. En 2014-2015, lorsque les compressions auront entièrement été mises en œuvre, le financement de CBC/Radio-Canada par habitant passera de 33 \$ à 29 \$.

Figure 1 Niveau de financement public par habitant reçu par les radiodiffuseurs publics, 2011



Sources : Analyse des rapports annuels des radiodiffuseurs publics par le Groupe Nordicité.

D'autres détails figurent à la section Référence et provenance des données et dans l'Annexe A.

* Les statistiques pour l'Espagne incluent une estimation pour les radiodiffuseurs publics des régions autonomes.

² Ce chiffre ne tient pas compte du financement public accordé aux radiodiffuseurs éducatifs provinciaux (TéléQuébec, TVOntario, TFO et Knowledge Network BC) qui avoisinait 4 \$ par habitant pour 2011.

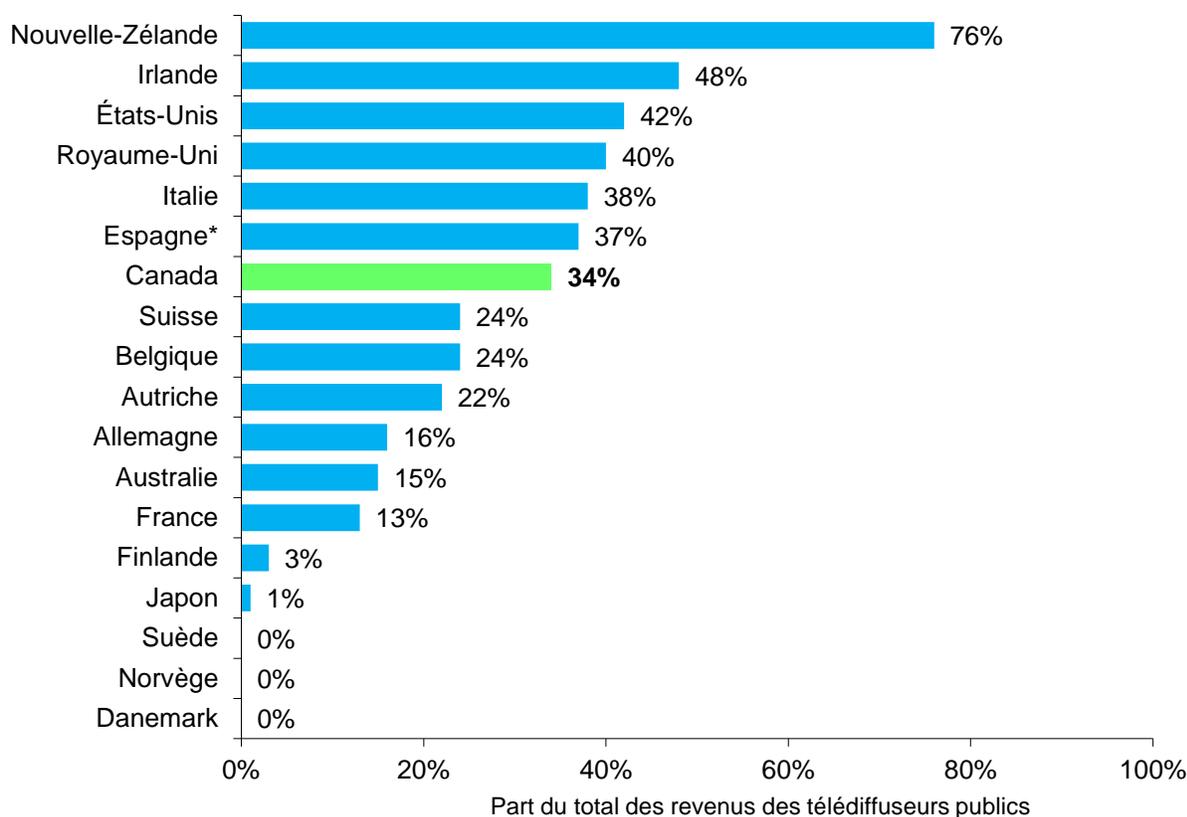
2.2 Revenus commerciaux

La présente section examine la part des revenus commerciaux dans le financement des radiodiffuseurs publics des 18 pays étudiés pour 2011, ce qui comprend les revenus tirés de la vente de temps publicitaire à la radio et à la télévision, la commandite d'émissions de radio ou de télévision, les revenus reçus des autres radiodiffuseurs pour la diffusion d'émissions sous licence, et les ventes de droits d'édition ou de marchandises.

Dans trois des 18 pays étudiés, soit la Suède, la Norvège et le Danemark, les radiodiffuseurs publics n'ont touché aucun revenu commercial en 2011, puisque leurs revenus provenaient intégralement des fonds publics, en l'occurrence les redevances audiovisuelles versées par les ménages et les entreprises.

Dans la moitié des pays étudiés, les revenus tirés des activités commerciales représentaient entre 1 % et 24 % des revenus totaux perçus par les radiodiffuseurs publics en 2011. Dans sept pays – le Canada, l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Irlande et la Nouvelle-Zélande – les activités commerciales ont permis de générer au moins le tiers des revenus totaux des radiodiffuseurs publics en 2011.

Figure 2 Part des revenus commerciaux dans le total des revenus des radiodiffuseurs publics, 2011

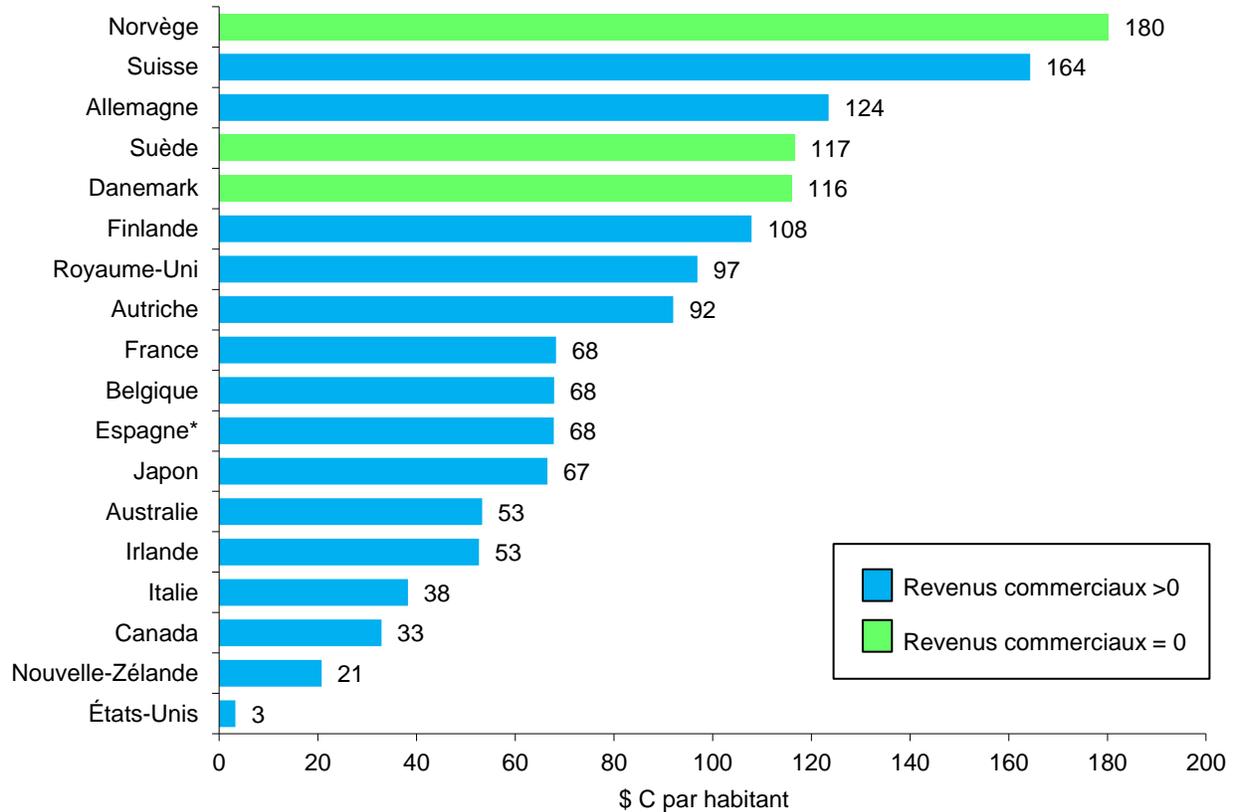


Sources : Analyse des rapports annuels des radiodiffuseurs publics par le Groupe Nordicity. D'autres détails figurent dans la section Référence et provenance des données et dans l'Annexe A.

* Les statistiques pour l'Espagne incluent une estimation pour les radiodiffuseurs publics des régions autonomes.

Les trois pays dans lesquels les radiodiffuseurs publics n'ont touché aucun revenu commercial en 2011 – soit la Norvège, le Danemark et la Suède – figurent dans la moitié supérieure de la liste des pays où le financement public par habitant est le plus élevé.

Figure 3 Revenus commerciaux et financement public par habitant, 2011



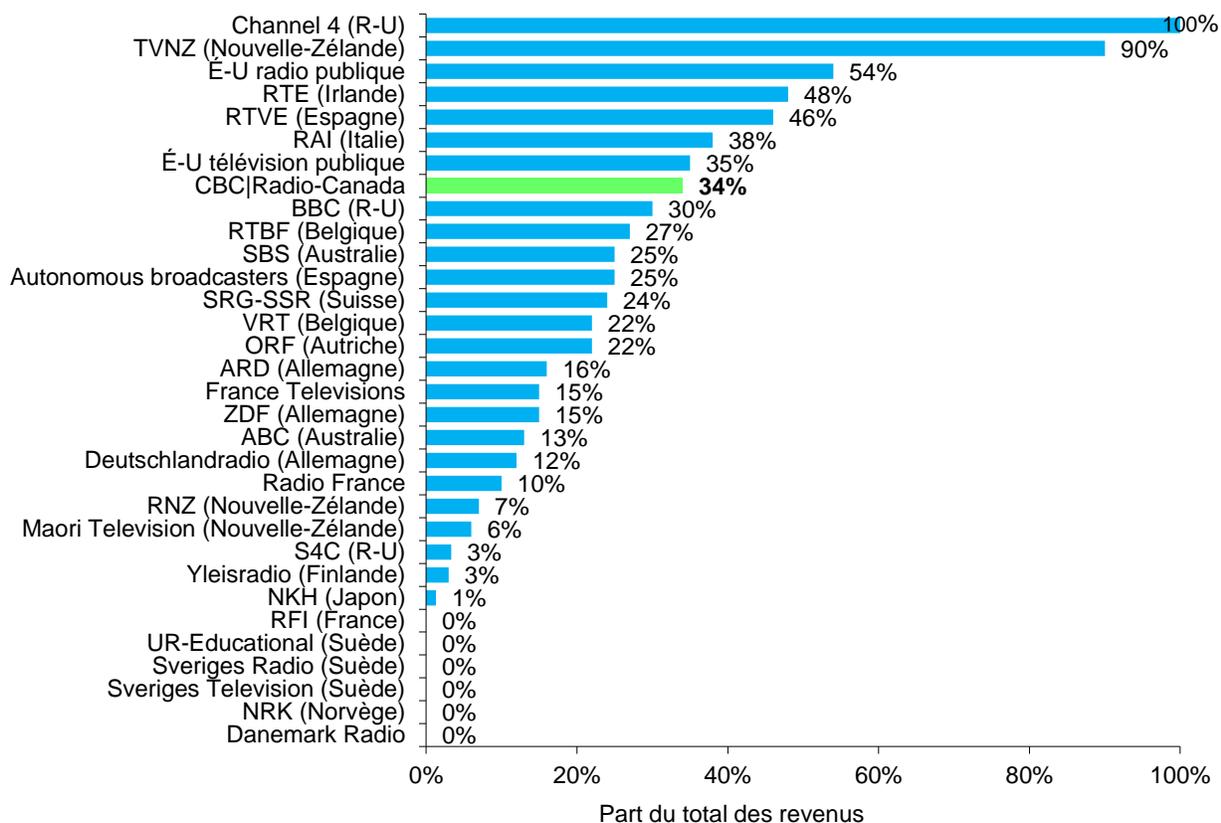
Sources : Analyse des rapports annuels des radiodiffuseurs publics par le Groupe Nordicity. D'autres détails figurent dans la section Référence et provenance des données et dans l'Annexe A.

* Les statistiques pour l'Espagne incluent une estimation pour les radiodiffuseurs publics des régions autonomes.

Nous avons recueilli des données portant sur 32 radiodiffuseurs publics individuels ou organisations de radiodiffuseurs publics dans les 18 pays étudiés³. Sur une base individuelle, cinq de ces radiodiffuseurs publics tiraient 46 % ou plus de leurs revenus de leurs activités commerciales en 2011. Parmi ces radiodiffuseurs, on retrouve Channel 4, la station d'État au Royaume-Uni, qui finance ses activités de radiodiffusion uniquement grâce à ses activités publicitaires et commerciales. On retrouve également les télédiffuseurs et radiodiffuseurs publics américains, qui tirent l'essentiel de leurs revenus des dons versés par les particuliers, les entreprises et les institutions, et des commandites d'émissions.

Les revenus provenant des activités commerciales représentaient entre 1 % et 38 % des revenus totaux pour la majeure partie des radiodiffuseurs publics – 21 au total. Sept radiodiffuseurs publics, y compris les trois radiodiffuseurs publics suédois, n'ont perçu aucun revenu commercial en 2011.

Figure 4 Revenus commerciaux par radiodiffuseur public individuel ou par organisation de radiodiffuseurs publics, 2011*



Sources : Analyse des rapports annuels des radiodiffuseurs publics par le Groupe Nordicity. D'autres détails figurent dans la section Référence et provenance des données et dans l'Annexe A.

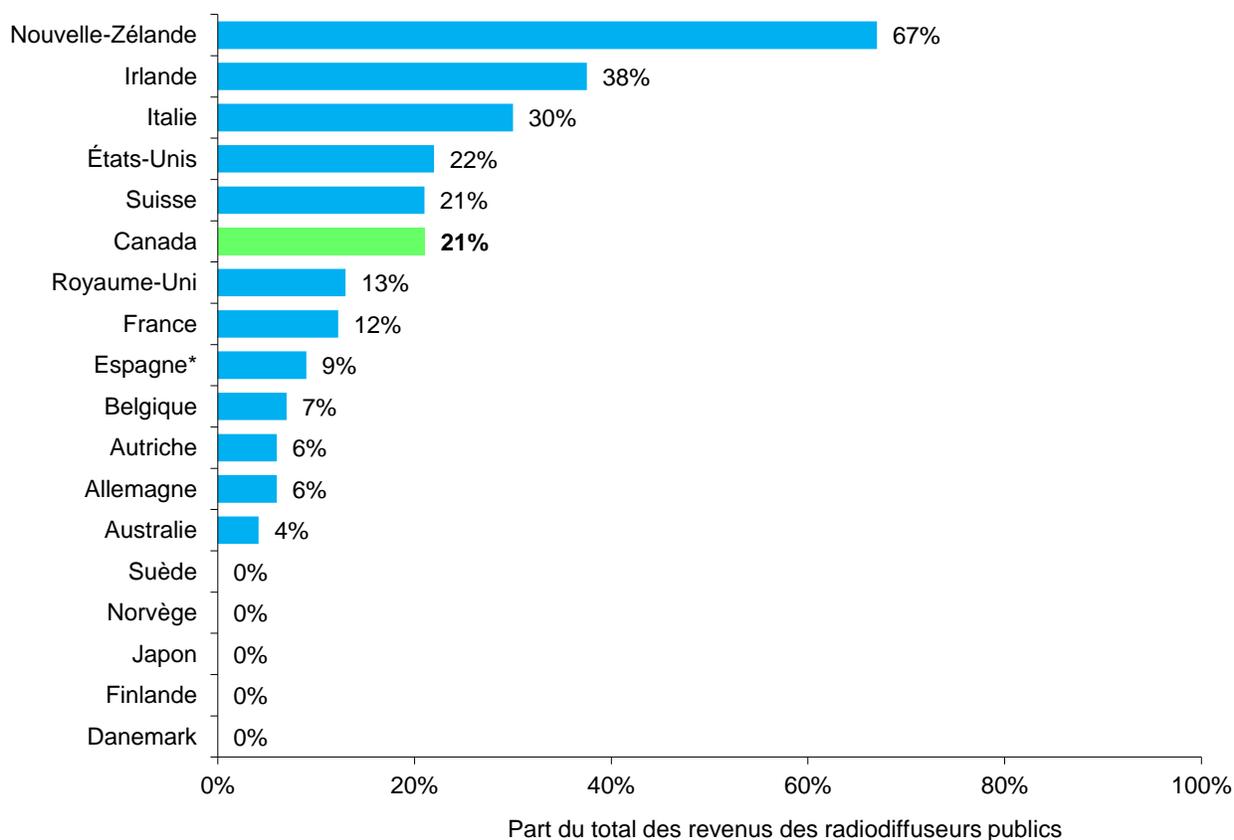
³ Les exemples de radiodiffuseurs publics englobent le groupe de radiodiffuseurs publics des régions autonomes de l'Espagne et le système de radiodiffusion public américain, qui comprend les stations locales affiliées à PBS (télévision publique) et à National Public Radio (radio publique).

2.3 Revenus publicitaires

La section qui suit porte uniquement sur l'analyse des **revenus commerciaux tirés de la publicité et des commandites d'émissions** par les télédiffuseurs publics, sans tenir compte des revenus tirés d'autres activités commerciales, comme la diffusion d'émissions sous licence et les ventes de marchandises. Si, dans 15 pays sur 18, les télédiffuseurs publics ont reçu des revenus tirés de leurs activités commerciales en 2011 (voir la Figure 2), la publicité et les commandites n'ont généré des revenus que dans 13 pays. Il n'y a que dans les pays scandinaves (Suède, Norvège, Finlande et Danemark) et au Japon que les télédiffuseurs publics n'ont touché aucun revenu de la publicité et des commandites en 2011.

C'est en Nouvelle-Zélande que les télédiffuseurs publics dépendaient le plus des revenus de la publicité et des commandites en 2011 (soit 67 % de l'ensemble des revenus). Ce type de revenus occupe également une place importante pour les télédiffuseurs publics irlandais et italiens. Dans 10 des 18 pays étudiés, la publicité et les commandites représentaient entre 4 % et 22 % des revenus totaux enregistrés par les télédiffuseurs publics.

Figure 5 Part des revenus de la publicité et des commandites dans l'ensemble des revenus perçus par les télédiffuseurs publics, 2011

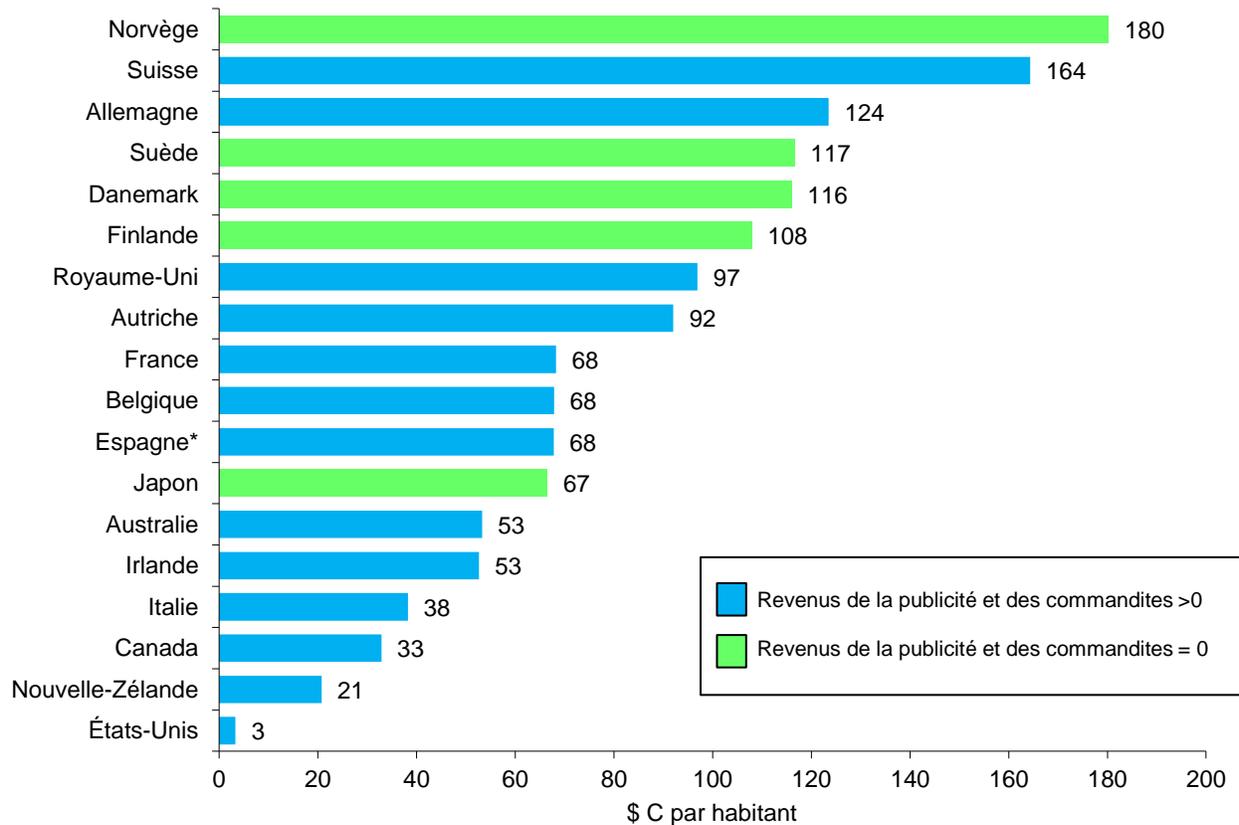


Sources : Analyse des rapports annuels des radiodiffuseurs publics par le Groupe Nordicity. D'autres détails figurent dans la section Référence et provenance des données et dans l'Annexe A.

* Les statistiques pour l'Espagne incluent une estimation pour les radiodiffuseurs publics des régions autonomes.

Si dans les pays où les télédiffuseurs publics ne tirent aucun revenu de la publicité et des commandites, le taux de financement public par habitant a tendance à être plus élevé, cette corrélation n'est pas systématique. En effet, dans plusieurs pays où le taux de financement public est très élevé, notamment la Suisse, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Autriche, les télédiffuseurs publics sont autorisés à toucher des revenus publicitaires.

Figure 6 Revenus de la publicité et des commandites et financement public par habitant, 2011

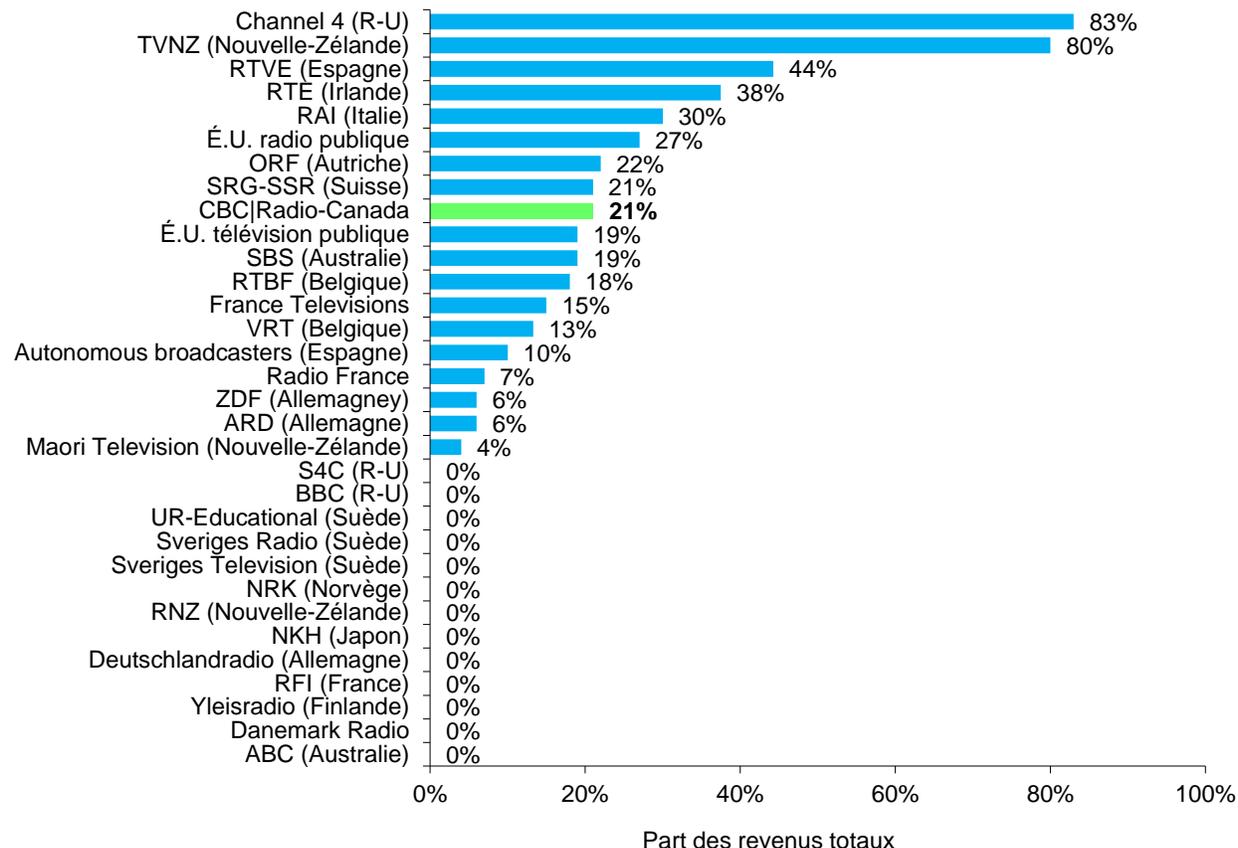


Sources : Analyse des rapports annuels des radiodiffuseurs publics par le Groupe Nordicity. D'autres détails figurent dans la section Référence et provenance des données et dans l'Annexe A.

* Les statistiques pour l'Espagne incluent une estimation pour les radiodiffuseurs publics des régions autonomes.

Parmi les 32 télédiffuseurs publics de l'échantillon représentant les 18 pays de l'échantillon, 19 ont touché des revenus de la publicité et des commandites en 2011. C'est Channel 4, propriété de l'État au Royaume-Uni, qui arrive en tête avec 83 % des revenus perçus de la publicité et des commandites. Ce type de revenus représente 80 % de l'ensemble des revenus pour TVNZ (Nouvelle-Zélande), et 30 % ou plus pour RTVE (Espagne), RTE (Irlande) et la RAI (Italie), et entre 1 % et 27 % pour environ la moitié des télédiffuseurs publics.

Figure 7 Revenus de la publicité et des commandites perçus par les télédiffuseurs publics, 2011



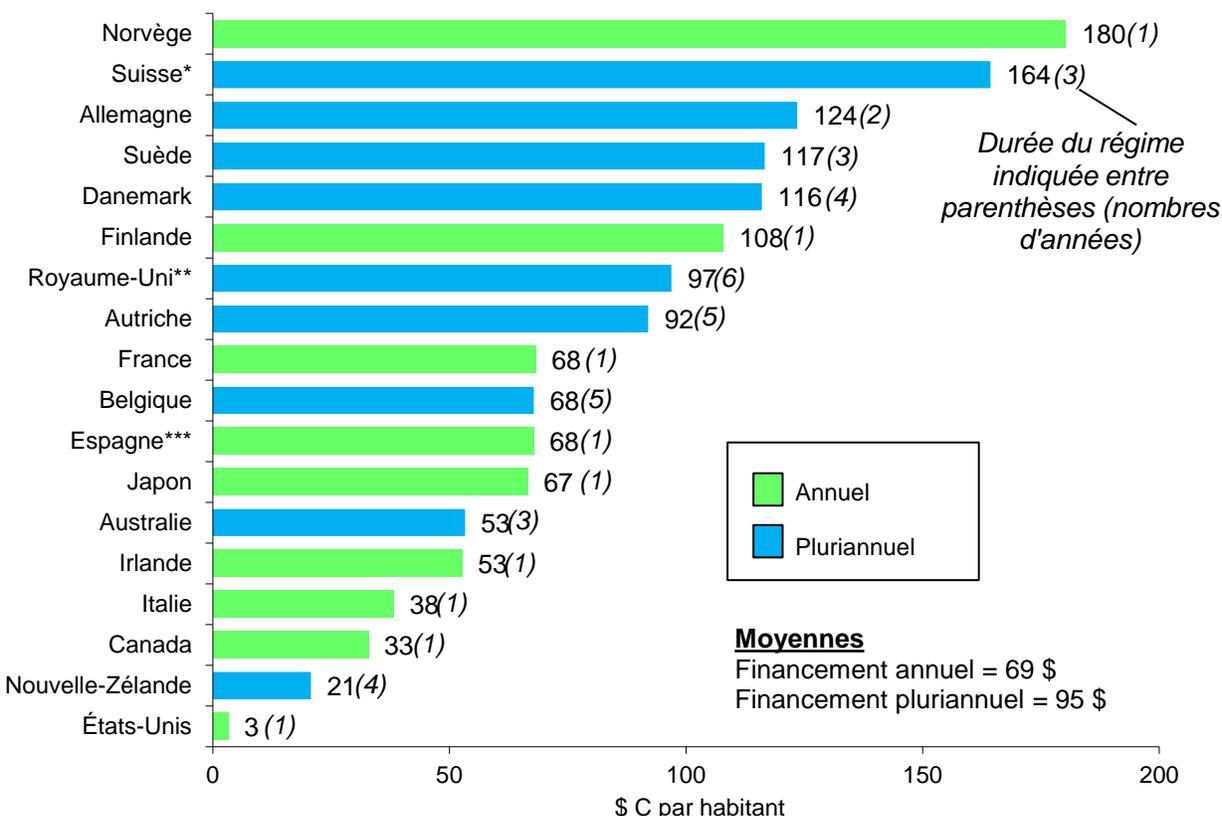
Sources : Analyse des rapports annuels des radiodiffuseurs publics par le Groupe Nordicity. D'autres détails figurent dans la section Référence et provenance des données et dans l'Annexe A.

2.4 Financement public par type de régime de financement

La section qui suit compare le financement public par habitant octroyé aux radiodiffuseurs publics en fonction de leur régime de financement. Chaque radiodiffuseur public a été classé dans l'une de deux catégories de financement suivantes : annuel ou pluriannuel. On constate que le régime pluriannuel était appliqué dans quatre des cinq pays où les radiodiffuseurs publics recevaient le plus important financement public par habitant en 2011 (seule la Norvège recevait un financement annuel). Notons par ailleurs que dans quatre des cinq pays figurant au bas de la liste, le régime annuel était appliqué en 2011 (seule la Nouvelle-Zélande recevait un financement pluriannuel).

Dans l'ensemble, les radiodiffuseurs publics recevaient un financement annuel dans 9 des 18 pays de l'échantillon en 2011. Le financement moyen par habitant pour l'ensemble de ces 9 pays s'établissait à 69 \$. Dans les 9 autres pays, c'est le régime pluriannuel qui était appliqué, pour un financement moyen s'établissant à 95 \$ par habitant.

Figure 8 Financement public par habitant et par type de régime, 2011



Sources : Analyse des rapports annuels des radiodiffuseurs publics et entrevues des représentants des radiodiffuseurs publics par le Groupe Nordicity. D'autres détails figurent dans la section Référence et provenance des données et dans l'Annexe A : Rodney Benson et Matthew Power, *Public Media and Political Independence: Lessons for the Future of Journalism from Around the World*, février 2011, consulté le 26 novembre 2013 (<http://www.freepress.net/sites/default/files/stn-legacy/public-media-and-political-independence.pdf>).

* Les données pour la Suisse n'étant pas disponibles actuellement, la durée du régime de financement a été estimée en fonction du régime antérieur, celui de 2008-2010.

** Sous réserve de l'approbation annuelle du parlement.

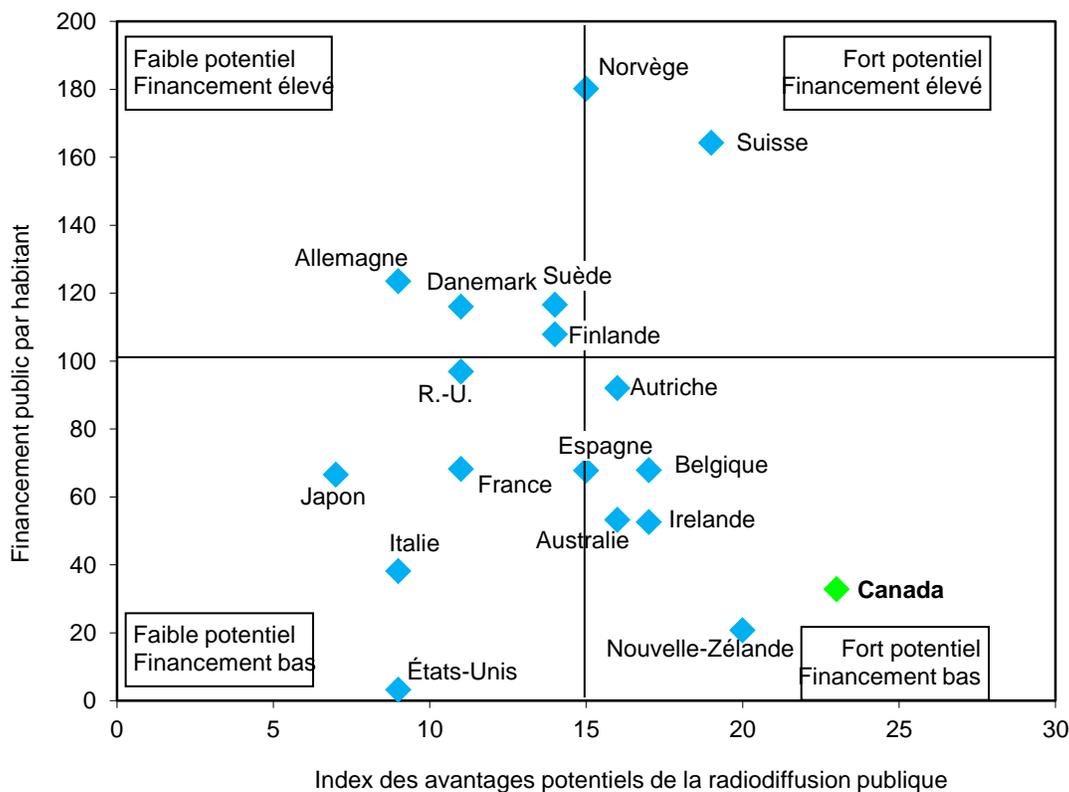
*** Les statistiques liées au financement par habitant pour l'Espagne incluent une estimation pour les radiodiffuseurs publics des régions autonomes. L'information sur la durée du régime s'applique seulement à RTVE.

3. Avantages potentiels de la radiodiffusion publique

Pour approfondir notre étude comparative de portée internationale, nous avons évalué les caractéristiques socioculturelles dans chacun des 18 pays occidentaux analysés et posé comme postulat une liste des avantages potentiels que le radiodiffuseur public d'un pays pouvait lui apporter. Nous avons ensuite classé les 18 pays de notre échantillon en fonction de la valeur de ces avantages pour chacun. Les cotes que nous avons attribuées à ces avantages théoriques associés à la radiodiffusion publique sont présentées à la Figure 9 ci-dessous. La méthodologie utilisée est expliquée en détail à l'Annexe B.

Nous avons ensuite opposé le classement respectif de chaque pays au niveau de financement par habitant qu'il accorde à la radiodiffusion publique. Selon le graphique que nous avons obtenu (Figure 9) le Canada est l'un des pays où la radiodiffusion est la moins financée par l'État, malgré le fait que l'environnement socioculturel fait en sorte que la radiodiffusion présente un potentiel relativement élevé.

Figure 9 Comparaison des avantages potentiels de la radiodiffusion publique et du financement public



Sources : Analyse effectuée par Nordicity, PRS Group Inc. et EurodataTV.

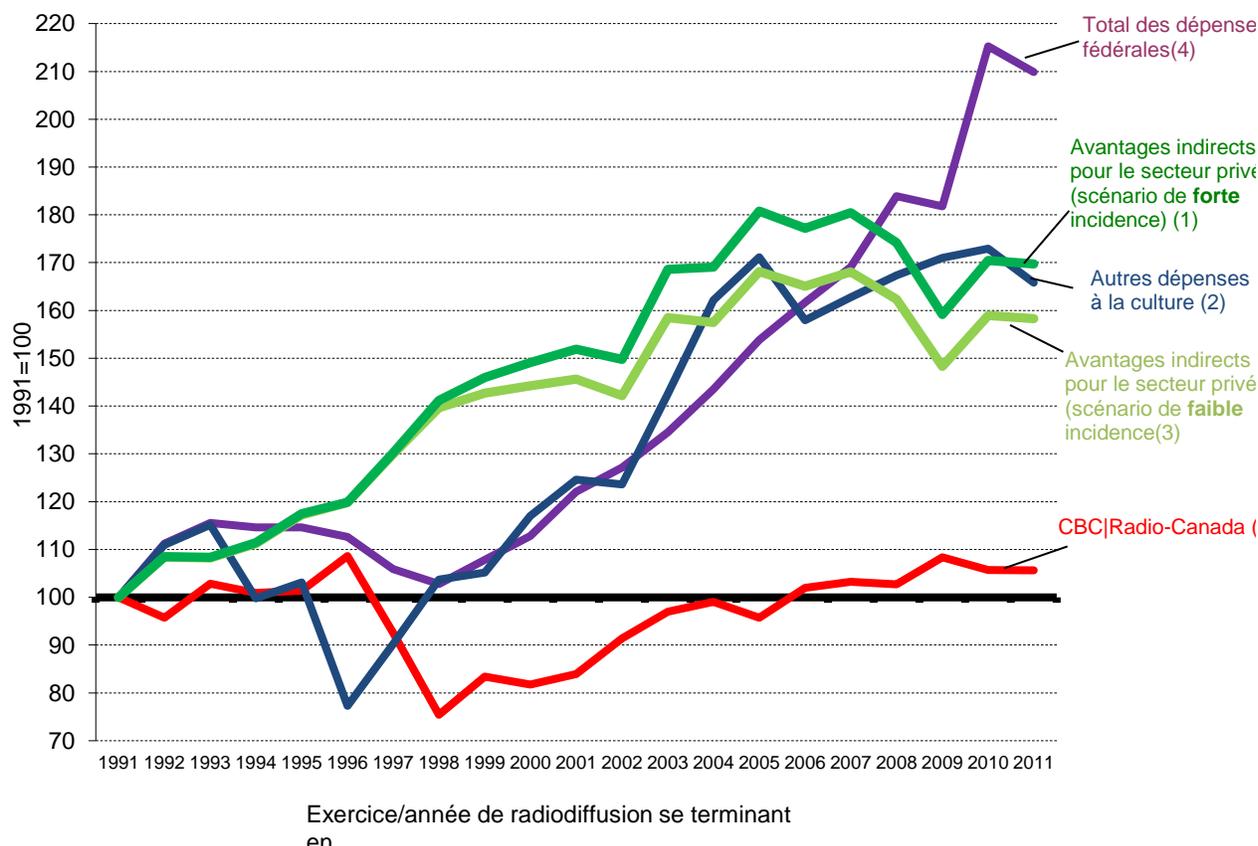
4. Soutien financier de la culture accordé par le gouvernement fédéral

En comparant les tendances dans les dépenses réalisées par le gouvernement fédéral dans les programmes entre 1991⁴ et 2011 (à l'exclusion des dépenses liées à la défense nationale et au remboursement de la dette) et dans les divers types de soutien à la culture, notamment dans CBC|Radio-Canada, on peut constater les faits suivants :

- Le soutien (direct et indirect) accordé par le gouvernement fédéral à **CBC|Radio-Canada a augmenté de 5 %**.
- Les **autres dépenses** que le gouvernement fédéral a engagées au titre de la **culture** (à l'exception du financement de CBC|Radio-Canada) se sont accrues de **66 %**.
- Le **budget total des dépenses du gouvernement fédéral** (déduction faite du budget de la défense nationale et du remboursement de la dette) a augmenté de **110 %**.
- L'incidence sur les recettes globales du **soutien indirect de l'État aux radiodiffuseurs privés**, selon le scénario de forte incidence, s'est accrue de **70 %**; selon le scénario de faible incidence, la hausse est de **58 %**.

La valeur du soutien indirect de l'État aux radiodiffuseurs privés a diminué entre 2007 et 2009. Ce recul est directement attribuable à la baisse des revenus publicitaires perçus par les télédiffuseurs conventionnels privés de langue anglaise au cours de la période.

Figure 10 Dépenses du gouvernement fédéral et soutien à la culture, 1991 = 100



Sources : Calculs de Nordicity fondés sur les données de Statistique Canada (matrice CANSIM 325-0002); *Comptes publics du Canada*; CRTC, Donner et Lazar, et CBC|Radio-Canada.

⁴ Dans cette section, nous avons désigné les exercices en indiquant une seule année (ex. : 1996) pour tenir compte de la différence entre les dates de clôture d'exercice sur lesquelles sont fondées les statistiques des dépenses fédérales et celles ayant trait au secteur de la radiodiffusion. Dans le premier cas, il s'agit du 31 mars et dans le second, du 31 août. L'exercice 1996 renvoie donc aux statistiques des exercices du gouvernement et des radiodiffuseurs qui se sont terminés en 1996.

- (1) Avantages indirects aux radiodiffuseurs représentant la somme des estimations des contributions au titre de la substitution simultanée et en vertu de l'article 19.1 en vertu d'un scénario optimiste.
- (2) Les montants indiqués au titre des autres dépenses culturelles comprennent toutes les dépenses fédérales consacrées à la culture et à la radiodiffusion, exclusion faite des fonds versés à CBC|Radio-Canada.
- (3) Avantages indirects aux radiodiffuseurs représentant la somme des estimations des contributions au titre de la substitution simultanée et en vertu de l'article 19.1 en vertu d'un scénario pessimiste.
- (4) Total des dépenses fédérales, à l'exclusion de celles au titre de la défense nationale et du remboursement de la dette.
- (5) Les montants indiqués pour CBC|Radio-Canada comprennent les crédits parlementaires annuels et la valeur estimée des avantages indirects en vertu de l'article 19.1.

Références et provenance des données

Rodney Benson et Matthew Power, *Public Media and Political Independence: Lessons for the Future of Journalism from Around the World*, février 2011, consulté le 26 novembre 2013

<http://www.freepress.net/sites/default/files/stn-legacy/public-media-and-political-independence.pdf>

Arthur Donner et Fred Lazar, *An Examination of the Financial Impacts of Canada's 1976 Amendment to Section 19.1 of the Income Tax Act (Bill C-58) on U.S. and Canadian Broadcasters*, ministère des Communications, janvier 1979.

Arthur Donner et Mel Kilman, *Television Advertising and the Income Tax Act : An Economic Analysis of Bill C-58*, préparé pour le ministère des Communications, novembre 1983.

Arthur Donner, *An Analysis of the Importance of U.S. Television Spillover, Bill C-58 and Simulcasting Policies for the Revenues of Canadian TV Broadcasters*, Groupe de travail sur la radiodiffusion, février 1986 (polycopié).

Arthur Donner, *The Financial Impacts of Section 19.1 of the Income Tax Act (Bill C-58) and Simultaneous Substitution*, Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Communications, 1990.

Arthur Donner et Fred Lazar, *Cable, Canadian Program Production and the Information Highway*, document de discussion préparé pour l'ACTC, août 1994.

Arthur Donner et Fred Lazar, *The Financial Effects of Simulcasting on Canadian TV Broadcasters*, juin 1997

Tableau 1 Provenance des données utilisées pour les pays comparés

Pays	Sources des données
Australie	Australian Broadcasting Corporation, Annual Report 2011 Special Broadcasting Service, Annual Report 2010/11
Autriche	ORF, Geschäftsbericht 2011
Belgique	VRT, Jaarverslag 2012 RTBF, 2012 <i>En Chiffres</i>
Canada	CBC Radio-Canada
Danemark	DR, DRs årsrapport 2011
Finlande	YLE, YLE's Year 2011 YLE, 2011 Financial Statements
France	France Télévisions, Rapport annuel 2011 Radio France, Rapport d'activité 2011 Radio France Internationale, « Les Chiffres clés de RFI »
Allemagne	ZDF, "Finanzen" ARD, <i>Finanzstatistik 2012</i> GED, <i>Geschäftsbericht 2012</i> Deutschlandradio, "Ertrags- und Aufwandsrechnung für das Geschäftsjahr 2011"
Irlande	RTE, Annual Report and Group Financial Statements 2012
Italie	Groupe RAI, Rapports et états financiers 2011
Japon	NHK, Rapport annuel FY2011 (en japonais uniquement))
Nouvelle-Zélande	NZ On Air, Annual Report for year ended 30 June 2011 TVNZ, Interim Report Financial Year 2011 Radio New Zealand, Annual Report 2010-2011 Maori Television, Annual Report of Maori Television for the Year Ended 30 June 2011
Norvège	NRK, « A gigantic Small Broadcaster, » http://fil.nrk.no/informasjon/about_the_nrk/1.3698462
Espagne	RTVE, « La nueva ley de financiación de RTVE permite el patrocinio "limitado" de eventos deportivos, » http://www.rtve.es/noticias/20090716/nueva-ley-financiacion-rtve-permite-patrocinio-limitado-eventos-deportivos/285196.shtml

Pays	Sources des données
	<p>RTVE, « El Consejo de Ministros aprueba una rebaja de 200 millones en el presupuesto de RTVE, » http://www.rtve.es/noticias/20111230/consejo-ministros-aprueba-rebaja-200-millones-presupuesto-rtve/486089.shtml</p> <p>CCCO, “Informe sobre el proceso de adecuación de la estructura empresarial del Ente Público Radio Televisión Madrid y sus sociedades mercantiles a la situación actual del mercado audiovisual madrileño para garantizar la prestación del servicio público radiotelevisivo autonómico a los ciudadanos madrileños y el mantenimiento del empleo: Análisis y medidas alternativas a adoptar” http://www.salvemostelemadrid.es/wp-content/uploads/2013/01/Informe-Viabilidad-CCOO.pdf</p> <p>El Confidencial, « TV y radio públicas reciben 1.100 millones más en subvenciones que al arrancar la crisis, » http://www.elconfidencial.com/comunicacion/2013/07/08/tv-y-radio-publicas-reciben-1100-millones-mas-en-subvenciones-que-al-arrancar-la-crisis-124449</p> <p>Accenture and Forta, « Informe sobre el papel de la Televisión Pública Autonómica en España, » http://www.forta.es/Portals/0/Forta1200.pdf</p> <p>Población 2006-2010. INE, Estimaciones Intercensales de Población, Número de hogares 2006-2010. INE, Encuesta de Presupuestos Familiares. Base 2006. http://www.profsuarez.com/en/prevision-hogares-2011-2015</p>
Suède	<p>Sveriges Television, Arsredovisning 2012</p> <p>Sveriges Radio, Verksamhet och Arsredovisning 2011</p> <p>UR, Verksamhet Berattelse 2012</p>
Suisse	<p>SRG SSR, <i>Jahresrechnung SRG</i>, 2011</p> <p>SRG SSR, « Financial information, » http://www.srgssr.ch/en/about-srg-ssr/financial-information/</p>
Royaume-Uni	<p>BBC, Full Financial Statements 2010/11</p> <p>Channel 4, Financial report and statements 2012</p> <p>S4C, Annual Report Statement of Accounts 2011</p>
États-Unis	<p>Corporation for Public Broadcasting, Public Broadcasting Revenue Fiscal Year 2011</p> <p>National Public Radio, « Public Radio Finances, » http://www.npr.org/about-npr/178660742/public-radio-finances</p>

Annexe A – Données statistiques sur les radiodiffuseurs publics

Pour pouvoir comparer le financement par habitant dont disposent les radiodiffuseurs publics, nous avons amassé et additionné les données sur le financement public reçu par chacun d'entre eux en 2011. Nous avons tenu compte de toutes les formes de financement provenant de l'administration publique, dont les redevances de radiotélévision et toutes les formes d'aide directe et de subventions gouvernementales. Tous les montants obtenus ont été convertis en dollars canadiens au taux de change moyen de 2011 et le résultat pour chaque pays a été divisé par la population nationale. Nous avons ainsi obtenu une grille de comparaison du niveau de financement public par habitant pour les radiodiffuseurs des 18 pays de l'échantillon.

Tableau 2 Calcul du financement public par habitant, 2011

	Financement public total dans la devise du pays	Taux de change (en \$ CA)	Financement public total en \$ CA	Population	Financement public par habitant 2011 (en \$ CA)
Australie	1 164 529 000 AUD	1,0206	1 188 518 297	22 300 000	53,30
Autriche	548 200 000 €	1,3767	754 706 940	8 200 000	92,04
Belgique	512 571 000 €	1,3767	705 656 496	10 400 000	67,85
Canada (CBC)	1 137 145 000 \$ CA	1,0000	1 137 145 000	34 600 000	32,87
Danemark	3 516 200 000 DKK	0,1848	649 793 760	5 600 000	116,03
Finlande	415 415 000 €	1,3767	571 901 831	5 300 000	107,91
France	3 271 798 000 €	1,3767	4 504 284 307	66 000 000	68,25
Allemagne	7 275 146 959 €	1,3767	10 015 694 818	81 100 000	123,50
Irlande	183 623 000 €	1,3767	252 793 784	4 800 000	52,67
Italie	1 708 400 000 €	1,3767	2 351 954 280	61 500 000	38,24
Japon	682 010 055 000 ¥	0,0124	8 470 564 883	127 300 000	66,54
Nouvelle-Zélande	116 721 000 NZD	0,7824	91 322 510	4 400 000	20,76
Norvège	4 800 000 000 NOK	0,1765	847 200 000	4 700 000	180,26
Espagne	2 334 635 782 €	1,3767	3 214 093 081	47 400 000	67,81
Suède	6 959 618 000 SEK	0,1525	1 061 341 745	9 100 000	116,63
Suisse	1 175 190 000 FS	1,1187	1 314 685 053	8 000 000	164,34
Royaume-Uni	3 874 459 000 £	1,5861	6 145 279 420	63 400 000	96,93
États-Unis	1 058 116 000 \$ US	0,9891	1 046 549 946	316 700 000	3,30
			Moyenne		81,62

Sources : La liste des sources figure dans la section Références et provenance des données. Les taux de change utilisés sont ceux de la Banque du Canada, et les données démographiques proviennent de Google.com.

Notes :

Les montants indiqués pour l'Australie comprennent le financement d'ABC et de SBS.

Les montants indiqués pour la Belgique comprennent le financement des radiodiffuseurs publics d'expression flamande (VRT) et d'expression française (RTBF).

Les montants indiqués pour l'Allemagne comprennent le financement de ZDF, d'ARD, de Deutschlandradio et des autres radiodiffuseurs publics du « länder ».

Les montants indiqués pour l'Espagne comprennent le financement de RTE et les montants estimatifs propres aux radiodiffuseurs publics des régions autonomes.

Les montants indiqués pour le Royaume-Uni comprennent le financement de la BBC et de S4C.

Tableau 3 Revenus des radiodiffuseurs publics, 2011

Pays	Radiodiffuseur	Devise du pays	Revenus (dans la devise du pays)			Part du total des revenus	
			Total	Revenus commerciaux	Revenus de la publicité et des commandites	Revenus commerciaux	Revenus de la publicité et des commandites
Australie	ABC	AUD	1 136 876 000	144 492 000	0	13 %	0 %
	SBS	AUD	301 833 000	76 404 000	57 248 000	25 %	19 %
	Total	AUD	1 438 709 000	220 896 000	57 248 000	15 %	4 %
Autriche	ORF	€	996 900 000	216 700 000	216 700 000	22 %	22 %
Belgique			420 100 000				
	VRT	€		92 100 000	54 900 000	22 %	13 %
	RTBF	€	320 243 000	87 090 000	0	27 %	0 %
Total	€	740 343 000	179 190 000	54 900 000	24 %	7 %	
Canada	CBC Radio-Canada	\$ CA	1 799 512 000	614 254 000	372 628 000	34 %	21 %
Danemark	Danmarks Radio	DKK	3 866 300 000	0	0	0 %	0 %
Finlande	Yleisradio	€	432 464 000	13 127 000	0	3 %	0 %
France	France Televisions	€	2 887 700 000	423 700 000	423 700 000	15 %	15 %
	Radio France	€	632 728 000	64 130 000	41 337 000	10 %	7 %
	RFI	€	252 500 000	0	0	0 %	0 %
	Total	€	3 772 928 000	487 830 000	465 037 000	13 %	12 %
Allemagne	ZDF	€	2 057 100 000	315 300 000	125 800 000	15 %	6 %
	ARD	€	6 360 300 000	1 019 100 000	381 618 000	16 %	6 %
	Deutschlandradio	€	218 273 682	26 126 723	0	12 %	0 %
	Total	€	8 635 673 682	1 360 526 723	507 418 000	16 %	6 %
Irlande	RTE	€	350 880 000	167 257 000	131 975 000	48 %	38 %
Italie	RAI	€	2 973 900 000	1 116 400 000	883 900 000	38 %	30 %
Japon			694 576 811				
	NHK	¥ 000s	000	9 131 956 000	0	1 %	0 %
Nouvelle-Zélande	TVNZ	NZD	377 896 000	340 416 000	302 723 000	90 %	80 %
	RNZ	NZD	38 424 000	2 719 000	0	7 %	0 %
	Maori Television	NZD	36 438 000	2 091 000	1 598 000	6 %	4 %
	Total	NZD	452 758 000	345 226 000	304 321 000	76 %	67 %
Norvège	NRK	NOK	5 000 000 000	0	0	0 %	0 %
Espagne	RTVE	€	1 200 000 000	550 000 000	0	46 %	0 %
	Radiodiffuseurs régionaux	€	943 500 000	239 770 000	192 500 000	25 %	20 %
	Total	€	2 143 500 000	789 770 000	192 500 000	37 %	9 %
Suède	Sveriges Television	SEK	4 209 000 000	0	0	0 %	0 %
	Sveriges Radio	SEK	2 513 328 000	0	0	0 %	0 %
	UR-Educational	SEK	293 717 000	0	0	0 %	0 %
	Total	SEK	123 785 307 657	0	0	0 %	0 %
Suisse	SRG-SSR	FS	1 645 403 000	388 172 000	338 300 000	24 %	21 %
Royaume-Uni.	BBC	£	4 993 000 000	1 495 200 000	0	30 %	0 %
	Channel 4	£	941 400 000	941 400 000	778 900 000	100 %	83 %
	S4C	£	93 060 000	2 483 000	2 483 000	3 %	3 %
	Total	£	6 027 460 000	2 439 083 000	781 383 000	40 %	13 %
États-Unis	Télévision publique américaine	\$ US	1 773 948 000	613 079 000	337 413 000	35 %	19 %
	Radio publique américaine	\$ US	1 061 978 000	574 204 000	288 847 000	54 %	27 %
	Total	\$ US	2 835 926 000	1 187 283 000	626 260 000	42 %	22 %

Sources : La liste des sources figure dans la section Références et provenance des données.

Tableau 4 Dépenses d'exploitation des radiodiffuseurs publics, 2011

Pays	Radiodiffuseur	Devise du pays	Dépenses d'exploitation (dans la devise du pays)			Part du total des dépenses d'exploitation
			Total	Télévision	Radio	Télévision
Australie	ABC	AUD	1 134 969 000	608 343 384	215 644 110	54 %
	SBS	AUD	304 496 000	--	--	--
	Total	AUD	1 439 465 000	--	--	--
Autriche	ORF	€	987 900 000	--	--	--
Belgique	VRT	€	420 400 000	244 900 000	90 100 000	58 %
	RTBF	€	316 706 000	--	--	--
	Total	€	737 106 000	--	--	--
Canada	CBC Radio-Canada	\$ CA	1 834 219 000	1 341 556 505	338 909 526	73 %
Danemark	Danmarks Radio	DKK	3 251 300 000	--	--	--
Finlande	Yleisradio	€	433 904 000	164 000 000	65 000 000	37 %
France	France Televisions	€	2 568 800 000	2 568 800 000	0	100 %
	Radio France	€	627 902 000	0	627 902 000	0 %
	RFI	€	--	--	--	--
	Total	€	--	--	--	--
Allemagne	ZDF	€	1 984 900 000	--	--	--
	ARD	€	--	--	--	--
	Deutschlandradio	€	223 802 526	--	223 802 526	0 %
	Total	€	--	--	--	--
Irlande	RTE	€	363 507 000	205 503 000	58 905 000	57 %
Italie	RAI	€	2 278 600 000	--	--	--
Japon	NHK	¥ 000s	--	--	--	--
Nouvelle-Zélande	TVNZ	NZD	346 085 000	346 085 000	0	100 %
	RNZ	NZD	13 987 000	0	13 254 000	0 %
	Maori Television	NZD	36 210 000	36 210 000	0	100 %
	Total	NZD	395 549 000	382 295 000	13 254 000	97 %
Norvège	NRK	NOK	--	--	--	--
Espagne	RTVE	€	--	--	--	--
	Radiodiffuseurs régionaux	€	--	--	--	--
	Total	€	--	--	--	--
Suède	Sveriges Television	SEK	4 167 000 000	4 167 000 000	0	100 %
	Sveriges Radio	SEK	2 516 981 000	0	2 516 981 000	0 %
	UR-Educational	SEK	--	--	--	--
	Total	SEK	--	--	--	--
Suisse	SRG-SSR	FS	1 614 950 000	--	--	--
Royaume-Uni.	BBC	£	4 602 300 000	2 375 400 000	638 900 000	52 %
	Channel 4	£	917 400 000	883 100 000	0	93 %
	S4C	£	99 147 000	93 858 000	--	95 %
	Total	£	5 618 847 000	3 352 358 000	638 900 000	60 %
États-Unis	Télévision publique américaine	\$ US	--	--	--	--
	Radio publique américaine	\$ US	--	--	--	--
	Total	\$ US	--	--	--	--

Sources : La liste des sources figure dans la section Références et provenance des données.

Le Tableau 5 présente des données sur les revenus et dépenses des radiodiffuseurs publics en ce qui a trait aux nouvelles plateformes. Notons que seulement un petit nombre des 32 radiodiffuseurs de notre échantillon publient ce type d'information, ce qui nous a permis de réunir des données fragmentaires sur neuf des 18 pays comparés. Soulignons également que les radiodiffuseurs ne donnent pas tous le même sens au terme « nouvelles plateformes », et que, par exemple, les revenus et dépenses liés aux services en ligne ou sur Internet ne couvrent pas les mêmes services d'un radiodiffuseur à l'autre. Par conséquent, les statistiques ci-dessous ne sont peut-être pas directement comparables.

Tableau 5 Revenus et dépenses des radiodiffuseurs publics en matière de nouvelles plateformes, 2011

Pays	Radiodiffuseur	Devise du pays	Revenus d'exploitation		Dépenses d'exploitation	
			Montant (dans la devise du pays)	Part du total des revenus d'exploitation	Montant (dans la devise du pays)	Part du total des revenus d'exploitation
Australie	ABC	AUD	--	--	19 110 320	1,7 %
	SBS	AUD	--	--	--	--
	Total	AUD	--	--	--	--
Autriche	ORF	€	--	--	--	--
Belgique	VRT	€	--	--	14 500 000	3,4 %
	RTBF	€	--	--	--	--
	Total	€	--	--	--	--
Canada	CBC Radio-Canada	\$ CA	8 376 000	0,5 %	--	--
Danemark	Danmarks Radio	DKK	--	--	--	--
Finlande	Yleisradio	€	--	--	21 000 000	5,0 %
France	France Televisions	€	--	--	--	--
	Radio France	€	--	--	--	--
	RFI	€	--	--	--	--
	Total	€	--	--	--	--
Allemagne	ZDF	€	--	--	--	--
	ARD	€	--	--	--	--
	Deutschlandradio	€	--	--	--	--
	Total	€	--	--	--	--
Irlande	RTE	€	17 203 000	4,9 %	16 368 000	4,5 %
Italie	RAI	€	15 700 000	0,5 %	13 100 000	0,6 %
Japon	NHK	¥ 000s	295 121 000	0,04 %	--	--
Nouvelle-Zélande	TVNZ	NZD	--	--	--	--
	RNZ	NZD	--	--	--	--
	Maori Television	NZD	--	--	--	--
	Total	NZD	--	--	--	--
Norvège	NRK	NOK	--	--	--	--
Espagne	RTVE (Spain)	€	--	--	--	--
	Radiodiffuseurs régionaux	€	--	--	--	--
	Total	€	--	--	--	--
Suède	Sveriges Television	SEK	--	--	--	--
	Sveriges Radio	SEK	--	--	--	--
	UR-Educational	SEK	--	--	--	--
	Total	SEK	--	--	--	--
Suisse	SRG-SSR	FS	--	--	--	--
Royaume-Uni.	BBC	£	--	--	194 200 000	4,2 %
	Channel 4	£	52 800 000	5,6 %	46 300 000	5,0 %
	S4C	£	--	--	--	--
	Total	£	--	--	--	--
États-Unis	Télévision publique américaine	\$ US	--	--	--	--
	Radio publique américaine	\$ US	--	--	--	--
	Total (2008)	\$ US	--	--	--	--

Sources : La liste des sources figure dans la section Références et provenance des données.

Annexe B – Analyse des avantages potentiels

Pour approfondir notre étude comparative de portée internationale, nous avons posé comme postulat une liste des avantages théoriques que le radiodiffuseur public d'un pays pouvait lui apporter et nous avons établi de là un classement des 18 pays analysés en fonction de la valeur relative que ces avantages représentent pour chacun d'entre eux. Nous avons ensuite comparé le classement obtenu au niveau de financement public par habitant consenti à la radiodiffusion publique dans chaque pays pour faire ressortir ceux qui sous-financeraient leur radiodiffuseur public, malgré les nombreux avantages sur le plan sociopolitique que celui-ci peut leur procurer.

Pour mesurer la valeur de chacun de ces avantages, nous avons dû procéder à un vaste examen de l'environnement sociopolitique et culturel de chaque pays et analyser la structure du secteur national des médias. Notre étude comparative s'est essentiellement appuyée sur des critères qualitatifs, mais nous avons suivi une démarche systématique. Nous avons utilisé des indicateurs jugés aptes à refléter les conditions sociopolitiques pertinentes de chaque pays. Nous avons établi pour chacun de ces indicateurs une échelle élémentaire comportant cinq échelons (de élevé à faible) permettant de mesurer le poids relatif de l'indicateur pour le pays. Si cette façon de procéder n'excluait pas toute part de subjectivité, elle a néanmoins donné un cadre d'évaluation rigoureux.

Nous avons donc constitué un échantillon de 18 pays pour établir la comparaison avec le Canada et nous avons défini quatre critères d'évaluation ainsi que les indicateurs connexes. Nous avons ensuite collecté des données spécifiques pour chaque indicateur afin de pouvoir établir une échelle de comparaison nous permettant d'évaluer chaque pays.

Critères	Indicateurs
1. Promotion de la culture et des valeurs communes	<ul style="list-style-type: none"> Densité de la population Diversité linguistique des services de radiodiffusion – nombre de langues officiellement desservies par le radiodiffuseur public (Note : La taille des services dans les différentes langues devait s'équivaloir plus ou moins; il n'a donc pas été tenu compte des diffusions occasionnelles dans une langue minoritaire) Enjeux soulevés par la diversité ethnique (évaluation du risque faite par une tierce partie)
2. Taille relative du marché dans chaque langue de diffusion	<ul style="list-style-type: none"> Population du pays ou taille des différents groupes parlant les langues officielles du pays
3. Proximité d'un pays voisin de plus grande taille parlant la même langue	<ul style="list-style-type: none"> Pays limitrophes d'une économie plus importante parlant la même langue Pays où la langue maternelle de la population est l'anglais (donc plus exposés à la pression exercée par les émissions américaines, même si ces pays ne jouxtent par les États-Unis)
4. Intérêt de la programmation nationale pour la population du pays	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'émissions nationales figurant dans le palmarès des dix émissions les plus écoutées

À partir de ces quatre critères, nous avons attribué une cote à chaque pays en fonction de six indicateurs évalués selon une échelle de cinq points. Les paramètres du système de pointage ainsi que les données sur lesquelles sont fondées les cotes d'évaluation sont expliqués ci-bas. En résumé, nous avons procédé comme suit :

- Nous avons attribué une **note élevée** et un pointage de **cinq** lorsque la mesure des indicateurs révélait que le radiodiffuseur public national avait le potentiel de procurer des avantages passablement élevés aux citoyens du pays.
- Nous avons attribué une **note moyenne** et un pointage de **trois** lorsque la mesure des indicateurs révélait que le radiodiffuseur public national avait le potentiel de procurer des avantages modérés aux citoyens.
- Nous avons attribué une **note basse** et un pointage de **un** lorsque la mesure des indicateurs révélait que le radiodiffuseur public national avait le potentiel de procurer des avantages modestes aux citoyens.

Des notes de deux et de quatre ont également été attribuées aux pays.

Nous n'avons pas pondéré les indicateurs et les critères en fonction de leur importance relative et nous reconnaissons que ce choix relève d'une décision arbitraire. Néanmoins, notre démarche nous a donné un cadre d'évaluation systématique pour mesurer et comparer entre eux les environnements propres à chaque pays ainsi que les avantages relatifs que le radiodiffuseur public national pouvait apporter à la population.

Tableau 6 Échelle d'évaluation de la densité démographique

Avantage potentiel	Cote	Densité de la population Nombre d'habitants au kilomètre carré
Élevé	5	<25
	4	25 à 50
	3	50 à 75
	2	75 à 100
Bas	1	>100

Tableau 7 échelle d'évaluation en fonction du nombre de langues de diffusion

Avantage potentiel	Cote	Nombre de langues de diffusion
Élevé	5	3 ou plus
	3	2
Bas	1	1

Tableau 8 Échelle d'évaluation en fonction des problèmes posés par la diversité ethnique

Avantage potentiel	Cote	Évaluation des tensions ethniques par la société PRS
Élevé	5	1,0 à 1,9
	4	2,0 à 2,9
	3	3,0 à 3,9
	2	4,0 à 4,9
Bas	1	5,0 à 6,0

Note : PRS Group Inc. a attribué à chaque pays une note sur une échelle de six pour évaluer les tensions ethniques au sein du pays. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site <http://www.prsgroup.com>.

Tableau 9 Échelle d'évaluation en fonction de la taille du marché dans chaque langue de diffusion

Avantage potentiel	Cote	Taille du marché dans la langue de diffusion (hab)
Élevé	5	< 10 millions
	4	11 millions à 50 millions
	3	51 millions à 100 millions
	2	101 millions à 200 millions
Bas	1	>201 millions

Tableau 10 Échelle d'évaluation du risque posé par la proximité d'une puissance parlant la même langue ou diffusant des émissions en langue anglaise

Avantage potentiel	Cote	Proximité
Élevé	5	Le pays est limitrophe d'un pays plus important parlant la même langue.
	4	Le pays est limitrophe d'un pays plus important parlant une de ses langues officielles.
	3	Le pays n'est pas limitrophe d'un pays plus important parlant une langue commune, mais ce pays diffuse des émissions en anglais et est donc vulnérable à la concurrence livrée par les émissions américaines importées.
	2	--
Bas	1	Le pays n'est pas limitrophe d'un pays plus important parlant une langue commune.

Tableau 11 – Échelle d'évaluation de l'attrait de la programmation nationale pour la population

Avantage potentiel	Cote	Nombre d'émissions nationales parmi les dix plus populaires
Élevé	5	0 à 1,9
	4	2,0 à 3,9
	3	4,0 à 5,9
	2	6,0 à 7,9
Bas	1	8,0 à 10

Tableau 11 Données utilisées pour l'analyse des avantages escomptés et le classement

	Densité démographique (nombre d'habitants au kilomètre carré)		Nombre de langues de diffusion		Difficultés posées par la diversité ethnique (2011)	
	Données	Cote	Données	Cote	Données	Cote
Australie	2,9	5	1 langue : anglais	1	Note de PRS Group = 4,0	2
Autriche	97,8	2	1 langue : allemand	1	Note de PRS Group = 4,0	2
Belgique	340,7	1	2 langues : français et hollandais	3	Note de PRS Group = 3,0	3
Canada	3,5	5	2 langues : anglais et français	3	Note de PRS Group = 3,5	3
Danemark	129,9	1	1 langue : danois	1	Note de PRS Group = 4,0	2
Finlande	15,7	5	1 langue : finnois. Minorité d'expression suédoise (8 %)	1	Note de PRS Group = 6,0	1
France	120,7	1	1 langue : français	1	Note de PRS Group = 2,5	4
Allemagne	227,2	1	1 langue : allemand	1	Note de PRS Group = 4,0	2
Irlande	68,3	3	2 langues : anglais et irlandais	3	Note de PRS Group = 5,5	1
Italie	204,2	1	1 langue : italien	1	Note de PRS Group = 4,5	2
Japon	336,9	1	1 langue : japonais	1	Note de PRS Group = 5,5	1
Nouvelle- Zélande	16,4	5	1 langue : anglais	1	Note de PRS Group = 3,5	3
Norvège	14,5	5	1 langue : norvégien (petite minorité laponne)	1	Note de PRS Group = 4,5	2
Espagne	94,5	2	3 langues : espagnol, catalan (17 %), galicien (7 %), et basque (2 %).	5	Note de PRS Group = 4,0	2
Suède	20,2	5	1 langue : suédois. (quelques émissions en lapon)	1	Note de PRS Group = 5,0	1
Suisse	193,8	1	3 langues : allemand, français et italien.	5	Note de PRS Group = 4,0	2
Royaume- Uni	259,0	1	1 langue : anglais	1	Note de PRS Group = 4,0	2
États-Unis	32,9	4	1 langue : anglais	1	Note de PRS Group = 5,0	1

Source : Analyse de Nordicity et données de la société PRS Group Inc..

Tableau 12 Données utilisées pour l'analyse des avantages escomptés et le classement (suite)

	Taille relative du marché dans la langue de diffusion (population)		Risque posé par la proximité d'une puissance parlant la même langue ou diffusant des émissions de langue anglaise		Attrait de la programmation nationale pour la population	
	Données	Cote	Données	Cote	Données	Cote
Australie	22 300 000	4	Non , mais vulnérable à la concurrence des importations de langue anglaise	3	9 sur 10	1
Autriche	8 200 000	5	Oui . Allemagne	5	10 sur 10	1
Belgique	10 400 000	5	Oui . France (français); Pays-Bas (hollandais et flamand)	4	10 sur 10	1
Canada	34 600 000	4	Oui . États-Unis	5	Canada anglais : 0/80 (exclut les Jeux olympiques); Canada français : 10/10; Moyenne (3/4 et 1/4) : 2,3	4
Danemark	5 600 000	5	Non .	1	10 sur 10	1
Finlande	5 300 000	5	Non .	1	10 sur 10	1
France	66 000 000	3	Non .	1	8 sur 10	1
Allemagne	81 100 000	3	Non .	1	9 sur 9 (exclut Eurovision)	1
Irlande	4 800 000	5	Oui . Angleterre	4	7,5 sur 9 (1 coproduction avec le Royaume-Uni; exclut Eurovision)	1
Italie	61 500 000	3	Non .	1	9,5 sur 10 (1 coproduction avec l'Allemagne;	1
Japon	127 300 000	2	Non .	1	10 sur 10	1
Nouvelle-Zélande	4 400 000	5	Oui . Australie.	5	8 sur 10	1
Norvège	4 700 000	5	Non .	1	9 sur 10	1
Espagne	47 700 000	4	Non .	1	7 sur 8 (exclut les Jeux olympiques et Eurovision)	1
Suède	9 100 000	5	Non .	1	7,5 sur 9 (1 coproduction avec la Norvège; exclut Eurovision)	1
Suisse	8 000 000	5	Oui . Allemagne, Italie, France.	5	10 sur 10	1
Royaume-Uni	63 400 000	3	Non .	3	7 sur 8 (exclut les Jeux olympiques)	1
États-Unis	316 700 000	1	Non .	1	8 sur 8 (exclut les Jeux olympiques)	1

Source : Analyse de Nordicity et EurodataTV.

Tableau 13 Classement global de l'analyse des avantages potentiels

	Densité de la population	Nombre de langues de diffusion	Difficultés posées par la diversité ethnique	Taille relative du marché dans chaque langue de diffusion	Risque posé par la proximité d'une puissance parlant la même langue ou diffusant des émissions en langue anglaise	Intérêt de la programmation nationale pour la population du pays	Cote globale
Australie	5	1	2	4	3	1	16
Autriche	2	1	2	5	5	1	16
Belgique	1	3	3	5	4	1	17
Canada	5	3	3	4	4	4	23
Danemark	1	1	2	5	1	1	11
Finlande	5	1	1	5	1	1	14
France	1	1	4	3	1	1	11
Allemagne	1	1	2	3	1	1	9
Irlande	3	3	1	5	4	1	17
Italie	1	1	2	3	1	1	9
Japon	1	1	1	2	1	1	7
Nouvelle-Zélande	5	1	3	5	5	1	20
Norvège	5	1	2	5	1	1	15
Espagne	2	5	2	4	1	1	15
Suède	5	1	1	5	1	1	14
Suisse	1	5	2	5	5	1	19
Royaume-Uni	1	1	2	3	3	1	11
États-Unis	4	1	1	1	1	1	9

Source : Analyse de Nordicity.

Annexe C – Estimation de l'incidence annuelle de la substitution de signaux simultanés

Arthur Donner a réalisé en collaboration avec d'autres chercheurs diverses études sur l'impact financier de la substitution simultanée.

- En 1983, Arthur Donner et Mel Kilman ont publié la première étude visant à évaluer l'incidence sur les revenus de la substitution simultanée. Dans ce rapport, Donner et Kilman ont estimé que la substitution simultanée avait engendré des gains nets de 21,1 millions de dollars en revenus publicitaires pour les stations canadiennes en 1982⁵. Ce montant représentait 3,1 % du total des revenus publicitaires réalisés par les télédiffuseurs privés cette année-là.
- En 1986, Donner a publié une mise à jour de son évaluation de l'incidence de la substitution simultanée sur les revenus. Il a constaté qu'elle avait augmenté pour s'établir à 52,7 millions de dollars en 1984⁶.
- En 1990, le ministère des Communications a confié à Donner le mandat de mettre de nouveau à jour son évaluation de l'incidence de la substitution simultanée. Donner a conclu que la politique avait permis aux radiodiffuseurs canadiens de réaliser 67,3 millions de dollars en revenus publicitaires en 1988⁷.
- En 1994, l'Association canadienne de télévision par câble a commandé une nouvelle étude à Arthur Donner et à Fred Lazar. Les chercheurs ont alors établi que la politique avait généré des gains compris entre 114 et 159 millions de dollars au cours de l'année de radiodiffusion 1992-1993⁸.
- L'étude la plus récente réalisée par Arthur Donner sur ce sujet remonte à 1997. En collaboration avec Fred Lazar, il a estimé à 147,6 millions de dollars les revenus publicitaires réalisés pendant l'année de radiodiffusion 1996-1997 par les **télédiffuseurs canadiens de langue anglaise** grâce à la politique de substitution simultanée⁹.

Tableau 14 Évaluation de l'incidence financière de la substitution de signaux simultanés

	1982	1984	1988	1992/93	1996/97
Incidence financière de la substitution simultanée (en millions de dollars)	21	52,7	67,3	114 à 159	147,6

Sources : Données de 1982 selon Donner et Kilman, 1983; données de 1984 selon Donner, 1986; données de 1988 selon Donner, 1990; données de 1992-1993 selon Donner et Lazar, 1994; données de 1997 selon Donner et Lazar, 1997.

Aux fins du présent rapport, nous avons produit une mise à jour de l'estimation de Donner et Lazar pour 1996-1997 de l'incidence de la substitution simultanée sur les revenus, en extrapolant cette estimation pour la période entre 1990-1991 et 2010-2011¹⁰. Les deux chercheurs ont utilisé une méthode ascendante pour quantifier la part d'écoute récupérée par les radiodiffuseurs canadiens grâce à la politique de substitution et ils ont appliqué à leurs résultats les tarifs publicitaires de l'époque afin d'établir l'incidence financière de la politique. Aux fins de notre extrapolation, nous avons opté pour une démarche que l'on pourrait qualifier de descendante. Nous avons pris comme point de départ la proportion de l'assiette publicitaire globale de la télévision généraliste attribuée à la substitution simultanée en 1996-1997, puis nous avons appliqué cette proportion aux marchés de la publicité télévisée pour la période allant de 1997-1998 à 2010-2011. De la même façon, nous avons effectué une extrapolation rétrospective pour la période allant de 1990-1991 à 1995-1996.

Nous avons élaboré deux scénarios pour encadrer notre extrapolation. Dans le premier, le scénario de *statu quo*, nous avons supposé que l'ampleur de la substitution simultanée sur les écrans de télévision canadiens n'a pas varié entre 1996-1997 et 2010-2011. Nous avons aussi élaboré un scénario de croissance de la substitution simultanée, dans lequel nous avons supposé que l'activité de substitution

⁵ Arthur Donner et Mel Kilman, *Television Advertising and the Income Tax Act : An Economic Analysis of Bill C-58*, préparé pour le ministère des Communications, novembre 1983.

⁶ Arthur Donner, *An Analysis of the Importance of U.S. Television Spillover, Bill C-58 and Simulcasting Policies for the Revenues of Canadian TV Broadcasters*, Groupe de travail sur la radiodiffusion, février 1986 (polycopié).

⁷ Arthur Donner, *The Financial Impacts of Section 19.1 of the Income Tax Act (Bill C-58) and Simultaneous Substitution*, (Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Communications, 1990).

⁸ Arthur Donner and Fred Lazar, *Cable, Canadian Program Production and the Information Highway*, document de discussion préparé pour l'ATC, août 1994.

⁹ Arthur Donner et Fred Lazar, *The Financial Effects of Simulcasting on Canadian TV Broadcasters*, Juin 1997.

¹⁰ Cette extrapolation comprend une évaluation à rebours pour la période, 1990-91 à 1995-96.

simultanée a augmenté entre 1996-1997 et 2003-2004. Dans le cas de l'extrapolation rétrospective, nous avons appliqué uniquement le scénario du *statu quo*, en faisant l'hypothèse que l'ampleur de la substitution simultanée n'avait pas varié.

En 1996-1997, les revenus publicitaires de l'ensemble des télédiffuseurs généralistes privés de langue anglaise ont été de 1 333 millions de dollars. La part de ces revenus attribuable à la substitution simultanée était de 147,6 millions de dollars, soit 11,1 % du total. L'évaluation de Donner et Lazar pour 1996-1997 comprenait les revenus obtenus de la substitution simultanée par CBC|Radio-Canada et ses affiliées, mais les sommes étaient peu élevées, soit 630 000 dollars et 1,5 million de dollars respectivement. En retranchant du total de 1996-1997 la part attribuable à CBC|Radio-Canada, on obtient 147,0 millions de dollars ou environ 11,0 % des revenus publicitaires de la télévision généraliste privée de langue anglaise.

Nous avons utilisé une méthode semblable pour l'extrapolation rétrospective selon le scénario du *statu quo*. Nous avons estimé la valeur annuelle de la substitution simultanée à 11,0 % des revenus publicitaires annuels de la télévision généraliste privée de langue anglaise.

De 1996-1997 à 2010-2011, les revenus publicitaires du marché de la télévision généraliste privée de langue anglaise se sont accrus de 23,8 %, atteignant 1 650 millions de dollars. Pour établir les estimations selon le scénario du *statu quo*, nous avons supposé que la substitution simultanée représentait toujours 11,0 % du marché publicitaire en cause de 1997-1998 à 2010-2011. Nous avons ainsi obtenu un total de 159 millions de dollars pour 1997-1998 et de 182 millions de dollars pour 2010-2011. En fait, selon ce scénario, l'incidence annuelle de la substitution simultanée sur les revenus a progressé au même rythme que les ventes publicitaires du marché de la télévision généraliste privée de langue anglaise.

Bien que les résultats du scénario du *statu quo* soient simples et très plausibles, certains indices laissent croire qu'il y avait davantage de substitution simultanée à la télévision canadienne en 2010-2011 qu'en 1996-1997. Pour mesurer et quantifier l'augmentation de la substitution simultanée, nous avons demandé au Service de la recherche de CBC|Radio-Canada de préparer des grilles horaires représentatives des mois de novembre 1997 et novembre 2003. À partir de ces grilles horaires, le Service de la recherche de CBC|Radio-Canada a déterminé le nombre total d'heures d'émissions américaines diffusées en substitution simultanée dans les deux principaux marchés canadiens de langue anglaise – Toronto et Vancouver – durant une période de quatre semaines en novembre 1997 et en novembre 2003 (Tableau 16).

La comparaison des données obtenues pour les deux marchés montre que le nombre d'heures d'émissions diffusées en simultané a augmenté de 16 % à Toronto et de 19 % à Vancouver. Dans les deux cas, une large part de l'augmentation s'explique par l'arrivée de nouveaux radiodiffuseurs. Depuis 1997, quatre nouveaux diffuseurs sont ainsi entrés en exploitation : SunTV à Toronto et City-TV, A-Channel et Channel M à Vancouver.

Une augmentation de 17 % des heures de substitution simultanée ne se traduit pas automatiquement par une hausse de 17 % des revenus publicitaires correspondants. Une telle programmation, normalement, entraînera une certaine hausse de l'offre, ce qui créera une pression à la baisse sur les tarifs moyens de publicité. Pour cette raison, nous avons présumé que les revenus publicitaires découlant de l'augmentation de la substitution simultanée en 2003-2004 se sont accrus d'un facteur de 12 % (environ 70 % du taux de croissance total). Pour estimer l'augmentation des revenus au cours des années intermédiaires, soit de 1997-1998 à 2002-2003, nous avons supposé un scénario de croissance linéaire.

Ainsi, en vertu du scénario de croissance de la substitution simultanée, l'incidence annuelle de la substitution simultanée sur les revenus a été de 162 millions de dollars en 1997-1998 et a atteint 199 millions de dollars en 2003-2004. Elle était, en 2003-2004, de 12 % plus élevée que l'estimation de 177 millions de dollars en vertu du scénario du *statu quo*. Pour la période de 2003-2004 à 2009-2010, nous avons supposé qu'il n'y avait pas de croissance additionnelle de l'activité de substitution simultanée des radiodiffuseurs. Par conséquent, l'incidence de la substitution simultanée sur les revenus annuels a culminé à 212 millions de dollars en 2006-2007, avant de reculer à 204 millions de dollars en 2010-2011 (soit 12,0 % de plus que l'estimation selon le scénario du *statu quo* établi pour 2010-2011).

Tableau 15 Comparaison du recours à la substitution simultanée sur les marchés de Toronto et de Vancouver (1997 et 2003)

	Nombre d'heures d'émissions américaines diffusées en substitution simultanée durant une période représentative de quatre semaines		Écart (%)
	Novembre 1996	Novembre 2003	
Toronto			
Global Television	70,0	62,5	(11 %)
CTV	65,5	62,0	(5 %)
CBLT-CBC	2,0	0,0	(100 %)
City-TV	15,5	20,5	32 %
New VR / A-Channel	20,5	38,0	85 %
CHCH	57,0	60,5	(6 %)
CFMT / Omni2	8,0	10,0	25 %
Sun TV	--	23,0	s. o.
Total	238,5	276,5	16 %
Vancouver			
Global	81,0	65,5	(19 %)
CIVT (VTV / CTV)	46,5	61,5	32 %
CBUT-CBC	2,0	0,0	(100 %)
CHEK / CH Île de Vancouver	35,0	77,5	121 %
City-TV	--	18,0	s. o.
CIVI / A Channel	--	21,0	s. o.
Channel M	--	19,5	s. o.
BCTV	56,5	--	s. o.
Total	221,0	263	19 %
Grand total	459,5	539,5	17 %

Source : Service de la recherche de CBC/Radio-Canada.
s. o. : sans objet

Tableau 16 Estimation de l'incidence économique de la substitution simultanée sur les revenus (en millions de dollars sauf indication contraire)

	Évaluation à rebours						Année de base	Extrapolation													
	1990/1991	1991/1992	1992/1993	1993/1994	1994/1995	1995/1996		1996/1997	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010
Total des revenus publicitaires, télévision généraliste privée de langue anglaise	1 042	1 129	1 115	1 143	1 203	1 244	1 333	1 445	1 459	1 468	1 493	1 458	1 611	1 614	1 683	1 693	1 717	1 679	1 520	1 650	1 650
Revenus de la substitution simultanée scénario du <i>statu quo</i> (11 % du total des revenus publicitaires de la télévision généraliste privée de langue anglaise)	115	125	123	126	133	137	147	159	161	162	165	161	178	178	186	187	189	185	168	182	182
Revenus de la substitution simultanée – scénario d'accroissement de la diffusion en simultanée	115	125	123	126	133	137	147	162	166	170	176	175	196	199	208	209	212	207	188	204	204
Revenus additionnels du scénario de croissance de la substitution simultanée par rapport au scénario du <i>statu quo</i>	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1,7 %	3,4 %	5,1 %	6,9 %	8,6 %	10,3 %	12,0 %	12,0 %	12,0 %	12,0 %	12,0 %	12,0 %	12,0 %	12,0 %

Source : Calculs de Nordicity selon la méthodologie de Donner et Lazar, et résultats de Donner et Lazar pour 1996-1997.

Annexe D – Estimation de l'incidence des dispositions du paragraphe 19.1

Comme la substitution simultanée, l'incidence économique du paragraphe 19.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* a fait l'objet de plusieurs analyses par Arthur Donner et ses collaborateurs.

- En 1979, Arthur Donner et Fred Lazar ont procédé à la première évaluation de l'incidence économique de l'article 19.1. Dans ce rapport, les auteurs ont conclu que cette mesure fiscale avait eu pour effet d'accroître les revenus publicitaires des télédiffuseurs canadiens de 16,2 millions de dollars en 1977 et de 23,2 millions de dollars en 1978¹¹.
- En 1983, Arthur Donner et Mel Kilman ont publié une mise à jour de l'estimation de la valeur économique de l'article 19.1. Ils ont conclu que la mesure avait procuré aux télédiffuseurs canadiens entre 28,2 et 32,7 millions de dollars de revenus publicitaires additionnels en 1982¹².
- En 1986, Donner a effectué une autre mise à jour, selon laquelle l'incidence économique de l'article 19.1 se chiffrait entre 35,8 et 41,8 millions de dollars de revenus publicitaires additionnels en 1984¹³.
- L'étude la plus récente de Donner sur le sujet a été réalisée en 1990 à l'instigation du ministère des Communications, qui voulait connaître l'incidence économique de la politique de substitution simultanée et des dispositions du paragraphe 19.1. Donner en est venu à la conclusion que l'article 19.1 avait engendré des revenus publicitaires additionnels évalués à 67,3 millions de dollars pour les télédiffuseurs canadiens en 1988¹⁴.

Partant des estimations publiées pour 1988, nous avons évalué l'incidence économique des dispositions du paragraphe 19.1 pour les années de radiodiffusion de la fourchette 1990-1991 à 2008-2009, en reprenant la méthodologie suivie par Donner pour chacune de ces années dans les marchés concernés.

Tableau 17 Évaluation de l'incidence économique du paragraphe 19.1 (2004)

	Part de marché en 1975	Hypothèse de croissance des revenus	Part de marché de 10 %	Part de marché de 15 %
Pertes de revenus potentielles des stations frontalières américaines (en millions de dollars)	115	149	193	241

Source : Estimations de Nordicity fondées sur la méthodologie de Donner et les statistiques de 2004 du CRTC.

Pour évaluer l'incidence de l'évaluation estimative de 1988, Donner a essentiellement simulé les revenus des stations de télévision américaines en 1988 selon quatre scénarios relatifs aux revenus publicitaires d'origine canadienne réalisés par ces stations.

1. Les stations américaines maintiennent leur part de marché de 1975 (avant l'adoption de la Loi C-58) de 7,1 % des dépenses publicitaires totales à la télévision généraliste.
2. La part des stations américaines des dépenses publicitaires à la télévision généraliste augmente au même rythme que les revenus publicitaires des télédiffuseurs généralistes privés canadiens.
3. Les stations américaines accroissent leur part de marché au Canada à 10 %.
4. Les stations américaines accroissent leur part de marché au Canada à 15 %.

Donner a choisi le deuxième et le troisième de ces quatre scénarios pour déterminer les valeurs inférieure et supérieure de son estimation de 1988.

En 1975, juste avant la mise en œuvre de l'article 19.1, les stations frontalières américaines réalisaient 16,5 millions de dollars, ou 7,1 %, du total des dépenses publicitaires canadiennes destinées à la télévision généraliste privée.

¹¹ Donner et Lazar, 1979.

¹² Arthur Donner et Mel Kilman. *Television Advertising and the Income Tax Act: An Economic Analysis of Bill C-58*. Préparé pour le ministère des Communications, novembre 1983.

¹³ Donner, 1986.

¹⁴ Arthur Donner. *The Financial Impacts of Section 19.1 of the Income Tax Act (Bill C-58) and Simultaneous Substitution*. Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Communications. 1990.

Les estimations pour chaque scénario correspondent à la perte potentielle ou projetée subie par les stations frontalières américaines en raison de l'article 19.1. Toutefois, comme le signale Donner, une partie de cette perte est due à la substitution simultanée et non à l'article 19.1 en tant que tel. Donner estime qu'une part d'environ 20 % de la valeur de la substitution simultanée peut être associée à des pertes de ventes publicitaires des stations frontalières. Les autres 80 % de l'incidence de la substitution simultanée peuvent être attribués à la publicité des annonceurs américains. De ses estimations de l'incidence de l'article 19.1, il retranche donc 20 % de l'estimation de la valeur de la substitution simultanée, afin d'arriver à une estimation résiduelle de l'incidence de l'article 19.1.

En reprenant la méthodologie de Donner, nous avons établi que les revenus publicitaires résultant de l'application du paragraphe 19.1 ont représenté entre 88 et 122 millions de dollars pour les télédiffuseurs privés conventionnels de langue anglaise de ce côté-ci de la frontière en 1995-1996. Notre résultat est fondé sur l'application du deuxième et du troisième scénario pour l'année de radiodiffusion 1995-1996, déduction faite de l'incidence de la politique de substitution simultanée. Nous avons appliqué la même méthode pour chacune des années de radiodiffusion comprises dans la période 1990-1991 à 2010-2011. Nous avons ainsi constaté que l'incidence économique du paragraphe 19.1 était de l'ordre de 91 millions de dollars (scénario 2, soit la croissance des revenus) à 130 millions de dollars (scénario 3, soit une part de marché de 10 % en 2010-2011).

Le deuxième scénario de Donner supposait que les revenus d'origine canadienne des stations frontalières américaines augmenteraient au même rythme que les revenus publicitaires de la télévision généraliste privée canadienne. Entre 1975 et 1995-1996, les revenus publicitaires des télédiffuseurs généralistes privés au Canada ont été multipliés environ par sept, passant de 214 à 1 497 millions de dollars. En 1975, les stations frontalières américaines ont enregistré des revenus publicitaires de source canadienne de 16,5 millions de dollars. En multipliant par sept le montant de 1975, on obtient une estimation de 115 millions de dollars pour 1995-1996. L'estimation du troisième scénario est simplement le résultat de la multiplication de 1 497 millions de dollars par 10 %, soit 150 millions de dollars.

Nous avons répété la démarche décrite ci-dessus pour chaque année de radiodiffusion entre 1990-1991 et 2010-2011 et constaté que dans le deuxième scénario, l'incidence sur les revenus passe de 97 millions de dollars en 1990-1991 à 149 millions de dollars en 2010-2011. En vertu du troisième scénario, l'incidence sur les revenus passe de 126 millions de dollars en 1990-1991 à 193 millions de dollars en 2010-2011.

L'étape suivante du calcul consistait à retrancher l'estimation de la perte de revenus des stations frontalières américaines attribuable à la substitution simultanée. Comme nous l'avons expliqué à l'Annexe B, nous avons établi deux évaluations de l'incidence de la politique de substitution. Pour simplifier notre analyse, nous avons multiplié ces montants par 20 % et utilisé le point milieu de l'intervalle résultant pour représenter la portion des pertes de revenus des stations frontalières américaines pouvant être attribuée à la substitution simultanée. Suivant cette méthode, la portion attribuable à la substitution simultanée était de 23 millions de dollars en 1990-1991 et est passée à 39 millions de dollars en 2010-2011.

L'estimation de 1990 de l'incidence de l'article 19.1 sur les revenus établie par Donner ne faisait pas la distinction entre les radiodiffuseurs généralistes privés et CBC|Radio-Canada. Nous avons donc un rajustement final à apporter à l'estimation, afin de tenir compte de la part de CBC|Radio-Canada du marché publicitaire de la télévision généraliste de langue anglaise. En 2010-2011, CBC|Radio-Canada a réalisé des revenus publicitaires de 246 millions de dollars, soit 13 % du total des revenus publicitaires de ce marché. Pour retrancher la part des revenus correspondant à CBC|Radio-Canada, nous avons soustrait l'équivalent de 13 % de la **perte potentielle totale** subie par les stations américaines frontalières (soit 149 millions de dollars pour le scénario 2 en 2010-2011, et 193 millions de dollars pour le scénario 3 en 2010-2011).

En appliquant la méthodologie de Donner au marché publicitaire de la télévision de 2010-2011, et en retranchant la part attribuable à CBC/Radio-Canada, nous avons donc obtenu les estimations suivantes de l'incidence de l'article 19.1 sur les revenus.

- En vertu du scénario de croissance des revenus (scénario 2), l'incidence sur les revenus publicitaires est passée de 58 millions de dollars en 1990-1991 à 91 millions de dollars en 2010-2011.
- En vertu du scénario de la part de marché de 10 % (scénario 3), l'incidence sur les revenus publicitaires est passée de 81 millions de dollars en 1990-1991 à 130 millions de dollars en 2010-2011.

Tableau 18 Évaluation de l'incidence économique du paragraphe 19.1 (en millions de dollars)

	Évaluation à rebours						Année de base	Extrapolation													
	1990/1991	1991/1992	1992/1993	1993/1994	1994/1995	1995/1996		1996/1997	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010
Scénario de croissance des revenus																					
Total des pertes potentielles des stations frontalières américaines	97	104	104	106	112	115	123	133	135	136	138	135	149	150	155	156	157	154	139	148	149
Pertes de revenus des stations américaines frontalières attribuables à la substitution simultanée [note 1]	23	25	25	25	27	27	29	32	33	33	34	34	37	38	39	40	40	39	36	39	39
Pertes estimatives des stations frontalières américaines dues à l'article 19.1	74	80	80	81	85	88	94	101	102	103	104	102	111	112	116	116	117	115	104	110	110
Part de CBC Radio-Canada du marché publicitaire	17	17	16	15	16	19	17	20	17	16	17	17	16	18	11	18	17	20	16	18	19
Revenus des télédiffuseurs généralistes privés dus à l'article 19.1	58	63	64	66	70	69	77	81	85	87	87	84	96	94	104	98	101	95	88	92	91
Scénario de la part de marché de 10 %																					
Total des pertes potentielles des stations frontalières américaines	126	136	135	138	145	150	160	173	175	176	179	176	193	194	201	202	204	200	181	192	193
Pertes de revenus des stations américaines frontalières attribuables à la substitution simultanée [note 1]	23	25	25	25	27	27	29	32	33	33	34	34	37	38	39	40	40	39	36	39	39
Pertes estimatives des stations frontalières américaines dues à l'article 19.1	103	111	111	113	119	122	131	141	142	143	145	142	156	156	162	162	164	161	145	154	155
Part de CBC Radio-Canada du marché publicitaire	21	22	21	20	21	24	22	25	22	20	22	23	20	24	15	24	22	26	20	23	25
Revenus des télédiffuseurs généralistes privés dus à l'article 19.1	81	89	90	93	98	98	109	115	120	123	122	119	135	133	147	139	142	135	125	131	130



Source : Estimations de Nordicité basées sur la méthodologie de Donner (1990) et les statistiques du CRTC et de CBC|Radio-Canada.

Note : (1) Équivaut à 20 % de l'incidence totale de la substitution simultanée (voir l'Annexe C).

Annexe E – Évolution statistique des dépenses du gouvernement fédéral

Tableau 19 Évolution statistique des dépenses du gouvernement fédéral (en milliers de dollars)

Exercice	Dépenses totales du gouvernement fédéral au titre de l'exploitation et des programmes	Défense nationale	Remboursement de la dette	Dépenses totales du gouvernement fédéral (moins les dépenses au titre de la Défense nationale et du remboursement de la dette)
	A	B	C	=A-(B+C)
1990-1991	158 810 000	12 307 000	42 484 000	104 019 000
1991-1992	168 718 000	11 862 000	41 139 000	115 717 000
1992-1993	171 474 000	11 956 000	39 292 000	120 226 000
1993-1994	169 709 000	12 564 000	37 899 000	119 246 000
1994-1995	173 383 000	12 244 000	41 927 000	119 212 000
1995-1996	175 765 000	11 938 000	46 692 000	117 135 000
1996-1997	166 041 000	10 949 000	44 916 000	110 176 000
1997-1998	160 672 000	10 354 000	43 443 000	106 875 000
1998-1999	166 593 000	10 449 000	43 967 000	112 177 000
1999-2000	173 337 000	11 869 000	44 140 000	117 328 000
2000-2001	184 612 000	11 968 000	45 650 000	126 994 000
2001-2002	184 941 000	12 576 000	40 139 000	132 226 000
2002-2003	189 249 000	12 818 000	36 473 000	139 958 000
2003-2004	197 272 000	13 304 000	34 670 000	149 298 000
2004-2005	207 128 000	14 360 000	32 753 000	160 015 000
2005-2006	215 293 000	15 075 000	32 076 000	168 142 000
2006-2007	223 989 000	16 096 000	32 045 000	175 848 000
2007-2008	240 461 000	17 925 000	31 225 000	191 311 000
2008-2009*	238 846 000	18 769 000	30 990 000	189 087 000
2009-2010*	274 198 000	20 862 000	29 414 000	223 922 000
2010-2011*	270 463 000	21 273 000	30 870 000	218 320 000

Source : Statistique Canada, matrice CANSIM 325-0002 et *Comptes publics du Canada* (de 2008-2009 à 2010-2011).

* Les données pour la période s'étalant de 2008-2009 à 2010-2011 sont tirées des *Comptes publics du Canada*, étant donné que Statistique Canada a mis fin à la matrice CANSIM 325-0002 durant l'exercice financier de 2009.

Tableau 20 Dépenses du gouvernement fédéral consacrées à la culture (en milliers de dollars)

Exercice	Dépenses totales du gouvernement fédéral au titre de la culture et de la radiodiffusion	Crédits parlementaires de CBC/Radio-Canada	Dépenses du gouvernement fédéral au titre de la culture et de la radiodiffusion, déduction faite des crédits parlementaires de CBC/Radio-Canada
	A	B	=A-B
1990-1991	2 203 000	1 078 430	1 124 570
1991-1992	2 279 000	1 031 037	1 247 963
1992-1993	2 405 000	1 109 746	1 295 254
1993-1994	2 212 000	1 089 746	1 122 254
1994-1995	2 253 000	1 093 852	1 159 148
1995-1996	2 040 000	1 170 689	869 311
1996-1997	2 011 000	997 133	1 013 867
1997-1998	1 973 000	806 485	1 166 515
1998-1999	2 079 000	896 435	1 182 565
1999-2000	2 195 000	879 187	1 315 813
2000-2001	2 303 000	902 074	1 400 926
2001-2002	2 373 000	982 885	1 390 115
2002-2003	2 650 000	1 046 522	1 603 478
2003-2004	2 890 000	1 066 311	1 823 689
2004-2005	2 961 000	1 036 528	1 924 472
2005-2006	2 874 000	1 098 000	1 776 000
2006-2007	2 944 000	1 114 000	1 830 000
2007-2008	2 986 000	1 104 000	1 882 000
2008-2009*	3 067 221	1 170 814	1 923 186
2009-2010*	3 057 816	1 139 516	1 944 997
2010-2011*	2 975 684	1 137 145	1 864 519

Source : Statistique Canada, matrice CANSIM 325-0002, *Comptes publics du Canada* et CBC|Radio-Canada.

* Les données pour la période s'étalant de 2008-2009 à 2010-2011 sont tirées des *Comptes publics du Canada*, étant donné que Statistique Canada a mis fin à la matrice CANSIM 325-0002 durant l'exercice financier de 2009. Étant donné la discontinuité des données, seul l'écart du pourcentage annuel dans la série pour 2009-2010 et 2010/11 a été utilisé pour calculer l'indice.